

5225 21617a  
POINT DE BANQUEROUTE,

PLUS D'EMPRUNTS,

ET

SI L'ON VEUT,

BIENTÔT <sup>a</sup>PLUS DE DETTES

EN RÉDUISANT LES IMPÔTS A UN SEUL.

*Avec un moyen facile de supprimer la  
MENDICITÉ, en assurant à toutes les  
Classes du PEUPLE une existence aisée  
dans la VIEILLESSE.*

PLAN proposé à tous les Peuples  
LIBRES,

ET NOTAMMENT

A L'ASSEMBLÉE NATIONALE  
DE FRANCE.

PAR M. LINGUET.

---

Dic verbo, & sanabitur Patria nostra.

---

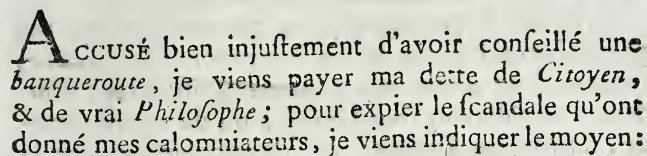


---

M. DCC. LXXXIX.

THE NEWBERRY  
LIBRARY





1°. De n'avoir plus à redouter même la tentation de porter atteinte à la *foi publique* ;

2°. De n'être plus obligé de recourir à ces manipulations dangereuses, décorées du nom d'*Emprunt*, qui peuvent en faire naître l'idée & l'envie, parce que le penchant à l'infidélité accompagne presque toujours l'indigence née de la dissipation ;

3°. D'alléger prodigieusement même les impôts, s'il en est encore de nécessaires; de les réduire sans peine à *un seul*;

4°. D'associer effectivement LE PEUPLE au bienfait de la *liberté*, qui ne sera jamais pour lui qu'un vain nom, si après avoir consumé sa jeunesse dans des travaux accablans, avec le danger perpétuel de *payer le pain* CHER, il est toujours exposé dans sa vieillesse à en manquer; s'il continue d'être à toutes les époques de sa vie voué à une misère que toutes nos institutions jusqu'à présent tendent à accroître, & aucune à soulager;

5°. Enfin de rendre supportable dès-à-présent le fardeau de la dette nationale ; de l'éteindre peu-à-peu, sans qu'il puisse exister à l'avenir la moindre inquiétude, ni pour les *arrérages*, ni pour les *capitaux*, & de procurer ainsi sur le champ à l'*Assemblée nationale* une indépendance sur cet article, une tranquillité d'esprit sans lesquelles il lui sera peut-être impossible, je ne dis pas d'élever le grand édifice dont elle s'occupe, & qui ne peut guère être l'ouvrage ni

4 *Point de BANQUEROUTE,*  
d'une session, ni d'un nombre fixe d'années, mais même  
d'en poser les fondemens d'une maniere solide.

Il en est à cet égard, des peuples comme des  
particuliers ; c'est en vain qu'un propriétaire arriéré,  
furchargé de dettes mal connues & usuraires, vou-  
droit avant d'avoir tout liquidé, ou du moins arran-  
gé, introduire aucune sorte d'arrangement dans sa  
maison. Dans toute espece d'administration, le dé-  
sordre tue toute espece d'ordre.

NATIONS, ROIS, MINISTRES, *Pères de Famille*,  
enfin qui que vous soyez, sans exception, qui ne  
faites point partie de la classe sociale désignée ex-  
clusivement par le nom de *Négocians*, vous êtes  
toujours à la veille d'une ruine prochaine, & possi-  
ble ; vous ne pouvez vous occuper utilement d'au-  
cun projet utile, vous êtes même dans une impuis-  
sance absolue de vous en occuper, *si vous vous per-  
mettez jamais de déposer un écu sans l'avoir dans votre  
poche* ; & à plus forte raison si vous avez prodigué  
des millions, des milliards sans cette hypothèque  
modeste, qui est incontestablement la plus commo-  
de, peut-être la seule honnête, la seule juste, & à  
coup sûr la seule solide (1).

Que l'embarras du *Fisc* soit un obstacle à toutes  
les réformes dans les régies *Nationales, Royales*,  
&c. comme dans les maisons particulieres, c'est, je  
crois, ce qui n'a pas besoin d'être prouvé ; ce qui  
se passe, depuis deux mois sur-tout, à *Versailles*,

---

(1) L'exemple de l'*Angleterre* n'est pas une exception à  
cet axiôme. Elle a des dettes énormes. Cependant elle s'est  
fait une Administration qui mérite en bien des genres d'être  
regardée comme un modele : mais elle n'avait pas ces  
dettes quand elle a posé les fondemens de cette Admi-  
nistration.



n'en feroit que trop la preuve s'il en falloit une. D'où naissent la plupart des plaintes, des anxiétés, des discussions étrangères qui retardent les travaux, qui consomment les plus précieux momens de l'Assemblée? N'est-ce pas de cette malheureuse multitude d'entraves dont elle trouve la nation écrasée, & de l'obligation non moins malheureuse de ne pouvoir les rompre sans en donner le prix, ou sans en abandonner les cruels, les honteux bénéfices? Tous nos fers sont absurdes autant qu'injustes & funestes; & cependant nous ne pouvons nous en affranchir qu'avec de l'argent: il faut se racheter des griffes de ces geoliers à qui pendant dix siècles on n'a cessé de nous vendre en gros & en détail.

La plupart de ces suppressions si rapidement arrêtées dans la nuit du 4 Août, portent sur des objets devenus autant de propriétés. La plupart sont des effets qu'il faut rembourser pour les éteindre; les titulaires sont de vrais *Créanciers* de l'Etat comme les autres: ils ont le même droit à la sauve-garde de la *foi publique*.

Si les finances étoient *en ordre*, un effort momentané, imperceptible, de la *Nation*, l'auroit libéré sur le champ du fonds même des engagemens, comme de leurs fâcheux accessoires: mais l'impuissance *pécuniaire* a produit l'impuissance *politique*; l'Assemblée a été réduite à se contenter de désigner ces troncs suspects qu'elle vouloit abattre, mais sans oser y porter la coignée; marqués pour la destruction, ils subsistent encore: ils continuent de couvrir, d'affliger de leur ombrage funeste le terrain où l'on se flattoit d'en être délivré. Cette proscription anticipée en a seulement rendu l'existence plus infortunée, on pourroit dire plus odieuse.

Il en est de même de toute l'ancienne régie fis-

cale; il n'y a personne qui ne soit d'accord sur la nécessité de l'anéantir au plutôt : mais l'embaras de suppléer dans l'horrible confusion des affaires *fiscales* au peu qu'elle rend de tout ce qu'elle absorbe, la défend contre l'anathème universel.

On a réclamé même en sa faveur l'appui de l'*Assemblée Nationale*; on a osé implorer sa protection pour la *Gabelle*, nom qui ne pourroit, si le public étoit toujours juste, être accolé qu'à celui de la *Bastille*; établissement qui a fait certainement encore plus de victimes, puisque le *défunt* Château Royal du fauxbourg *St. Antoine*, ne dévorait que des particuliers, & en détail; au lieu que la *Gabelle* tourmentoit la moitié de la nation, en tout temps, & *en corps*, & par individus; sorte de tyrannie qui étant toujours armée des formes de la *justice* contre la *fraude*, autorise en tout genre les fraudes les plus criminelles, & n'est elle-même qu'un des plus honneux monumens d'iniquité qui ait jamais souillé les fastes d'aucune nation.

Cet opprobre douloureux flétriroit-il encore la nôtre, s'il avoit été possible de donner pour base au berceau de la liberté naissante un régime fiscal, doux, honnête, proportionné aux besoins publics, & approprié à la disposition des esprits? Celle-ci s'est manifestée de toutes parts: elle a éclaté par des violences contre les malheureux instrumens de la *Ferme*, par des refus de se prêter à leur réintégration qu'il sera peut-être impossible de vaincre sans d'autres violences; & celles-ci comment se les permettre au nom de l'*Assemblée Nationale*? Comment oser sous cette enseigne sacrée égorger aujourd'hui des citoyens pour relever un établissement que tout le monde est d'accord de renverser demain?

Et cependant il faut payer : de toutes parts retentit ce mot , ce grand mot , de l'argent , de l'argent. C'est sur l'*Assemblée Nationale* que tombent toutes les demandes, comme paroissent s'y concentrer tous les pouvoirs. Mais je viens de l'observer, cet hommage apparent ne fait que redoubler son incertitude, & ses regrets : balançant entre le péril du refus, & celui de la concession : ayant à ménager tout-à-la-fois l'honneur, & le salut de la nation, elle gémit de ne pouvoir trouver un intervalle quelconque pendant lequel repoussant les spéculations toujours peu satisfaisantes de la finance, elle pût se livrer sans partage aux grandes idées de la législation dans tout le reste, & en compléter la réforme.

Pour lui procurer cette sorte de répit contre ces inquiétudes, on vient d'employer un palliatif qui les a encore augmentées, ainsi que les dangers : pour obtenir une espèce de surseance aux maux nés de l'abus des *Emprunts*, on a eu la triste facilité d'en ouvrir encore un. Un Ministre bien intentionné sans doute, mais maîtrisé par le besoin impérieux du moment, l'a proposé ; l'*Assemblée Nationale* séduite par le desir de le tranquilliser lui-même, de se dégager elle-même de ces entraves importunes, & avilissantes, a donné son aveu, sa sanction.

Elle a compté sur le *patriotisme* des possesseurs d'argent. Tant de fleuves d'or ont coulé volontairement dans ces tonneaux sans fonds, & sans garant, que présentait à la cupidité opulente la cupidité ministérielle ! Une Caisse ouverte sous la garantie honnête, libérale de la *Nation*, devoit ce semble en attirer au moins un ruisseau : les *Capitalistes* devoient au moins ce léger tribut, cette marque de gratitude à la loyauté d'une Nation qui venoit, dans la plus



cruelle des crises pour elle-même, de s'occuper d'eux; qui dispensant leurs titres d'une vérification redoutable pour leur légitimité, les avoit tous consacrés sans examen.

Malheureusement les Capitalistes ont encore plus d'*argentisme* que de *patriotisme*; malgré les vertus du Ministre qui pouvoient être regardées comme une sorte de cautionnement; malgré la garantie *Nationale*, & spéciale, donnée à cet emprunt; malgré l'espèce d'authenticité, le privilège que sembloit assurer à cet Emprunt l'avantage, l'honneur pour ainsi dire d'être le premier contrat de ce genre, passé au nom de la Nation; malgré l'aveu noble & franc, de l'urgence du besoin; enfin, malgré même l'intérêt qu'avoient les riches propriétaires de métal de se hâter de concourir au nouvel Emprunt pour faciliter le paiement des arrérages de l'ancienne *Dette*, dont la plus grande partie leur appartient, la caisse est restée vide.

Il a fallu revenir sur ses pas; il a fallu *amadouer*, s'il est permis de parler ainsi, les *prêteurs*, préparer une autre amorce à ces poissons rusés, autant que voraces, qui ne *donnent* que pour *recevoir*: il a fallu leur proposer de *meilleures conditions*, & traiter avec eux dans un moment de régénération, comme on avoit traité dans les temps les plus malheureux; le nom de la *Nation* apposé au contrat, n'a pas dispensé des stipulations familières aux Ministres les plus décrédités.

Et au moment où j'écris, le succès est encore douteux, puisque les *effets publics* qui doivent être reçus au *Pair* dans l'*Emprunt*, en les accompagnant d'une moitié *en espèce*, baissent de jour en jour sur la place: preuve incontestable que l'ouverture pratiquée au Trésor Royal pour les aspirer, n'en a pas



déterminé beaucoup à prendre cette route ; & que la condition d'y joindre une somme égale *en argent* paroît plus onéreuse que la facilité de les rajeunir en les fondant dans le nouvel emprunt n'est tentante.

Quelle que soit l'issue définitive, l'incertitude seule, dans une circonstance pareille à celle-ci, est plus qu'un désagrément. On ne peut pas dire en cela que *la Nation* ait reçu un affront ; mais elle a fait une fâcheuse épreuve, une épreuve qui doit la déterminer à s'affranchir pour jamais de cette mendicité humiliante, de cette servitude dangereuse que l'on appelle *Crédit public, Emprunts Nationaux*.

Il me semble que tous ceux qui ont parlé sur cette matière, en me répondant directement, ou indirectement, les uns avec tant de fureur, les autres avec tant de prolixité, sont tous tombés dans une erreur bien singulière ; ils n'ont cessé de parler de *la Foi publique*, comme si j'avois jamais dit, ou seulement insinué qu'on dût la violer ; ils se sont répandus en éloges du *Crédit*, en dissertations sur la nécessité de soutenir le *Crédit*, sans jamais définir le sens qu'ils attachoient à ce mot : & c'est dans l'application qu'ils en ont faite que consiste leur méprise : ils se sont trompés en appliquant aux *Etats*, aux *Corps politiques*, les principes qui ne sont vrais, qui ne sont utiles qu'en tant qu'ils concernent & dirigent les spéculateurs connus sous le nom de *Négocians*.

A ceux-là, comme je l'ai observé, il faut un *Crédit*, une faculté d'attirer à eux les fonds d'autrui pour suppléer aux leurs, ou pour en rendre l'emploi plus sûr, plus lucratif. Quand ils font usage de cette ressource, ce n'est pas pour *en dissiper le produit* : c'est au contraire pour en faire l'occasion, & le moyen d'un autre produit qui s'appelle *Bénéfice*.

Quand les mesures sont bien prises , & que la fortune ne les contrarie pas , le *remboursement* suit l'*emprunt* : il en est le premier , ou l'infailible résultat ; il ne reste de traces de la spéculation que dans le gain qui la constate. Ce *Crédit* bien ménagé est une source de prospérité , & non pas un principe toujours croissant , de ruine , de détresse.

Mais le *Crédit NATIONAL*, un *Emprunt NATIONAL* n'est-il pas le contraire ? On ne l'ouvre que *pour en dépenser à l'instant le fruit* : le soulagement est passager , le fardeau est éternel si l'intérêt n'est pas viager ; & s'il l'est , si par là il semble ne pas produire une surcharge durable , ce n'est qu'en grévant au double les contemporains , qu'on évite d'écraser la postérité.

Dans un cas comme dans l'autre ce n'est pas même un *Emprunt* , c'est un *Impôt* déguisé , & un impôt d'autant plus redoutable , que d'un côté il en nécessite de nouveaux pour subvenir au paiement des arrérages qu'il engendre ; de l'autre , ne portant pas ce nom , n'occupant pas par conséquent sa place dans la liste des vexations *fiscales* , il laisse un prétexte , & donne des facilités réelles pour la grossir.

Voilà ce que j'ai laissé entrevoir , ce que j'allois développer , quand des fous furieux , pleins d'un délire de malignité , autant que de rage , sont venus me fermer la bouche avec un flambeau qui n'a éclairé personne.

Je ne veux pas y revenir : je n'ai certainement pas envie de me compromettre une seconde fois avec cette classe redoutable , & aussi sensible aux moindres alarmes sur la sûreté de ses fonds , que supérieure aux scrupules dans la manière de les défendre , qu'on appelle *Créanciers de l'Etat*. Ses droits ont été placés par une autorité que je respecte , sous

la sauve-garde de la *Loyauté Française* ; c'est à mes yeux le plus sacré des titres ; mais plus cette garantie est précieuse & inviolable pour le passé , plus il doit être permis d'insister sur la nécessité de ne pas la prodiguer à l'avenir. J'apporte le moyen de n'en avoir jamais besoin : il est bien permis à un Médecin qui offre le remède & le préservatif , de donner quelques aphorismes sur la maladie en elle-même , sur - tout quand ils ont avec le traitement un rapport immédiat.

En deux mots , je suis fortement persuadé que les *Nations* , les *Gouvernemens* , mots qui devoient être synonymes , & qui ne le seront peut-être jamais , n'ont pas besoin d'avoir un *credit* , c'est-à-dire , la faculté arbitraire au premier caprice de leurs Administrateurs , ou à la première alarme de leurs Représentans , d'ouvrir des caisses pour recevoir des fonds destinés à s'envoler *sur le champ* , & dont le peuple restera *éternellement* garant.

Ce qui leur est nécessaire , ce qu'il ne leur est pas permis de perdre à peine de *mort* , c'est-à-dire , à peine de s'exposer à une destruction prochaine & inévitable , c'est la confiance des individus qui les composent , qui leur sont soumis. Le *credit* , même le plus honnêtement dirigé , est comme toutes les opérations de *commerce* , le lot des particuliers ; leur solidité est toujours subordonnée à la fortune : elles exposent toujours & celui qui en use en empruntant , & celui qui hasarde l'épreuve en prêtant : un *Gouvernement* , tout ce qui parle , agit , s'engage au nom du *Public* , doit se les interdire sans exception , & même tout ce qui y ressemble.

Mais la confiance est le fruit de l'estime due à un propriétaire rangé. Si quelquefois il se décide pour accélérer une amélioration utile , à anticiper sur son-revenu , ou bien à payer l'avance subite de



la somme qu'il y destine par le sacrifice d'une portion imperceptible de ce revenu, la sûreté de l'hypothèque s'accroît avec, & par l'emploi du capital. La sécurité de ses créanciers n'est pas fondée sur la probité étrangère à lui, d'un Intendant, d'un Régisseur révocable à volonté, mais sur la régularité inaltérable, connue, de la régie; sur l'impossibilité d'intervertir les paiemens ou d'en dénaturer les canaux: ce qu'il a emprunté, s'il a des raisons pour ne pas le rembourser, existe dans le bien qui en a été embellie ou amélioré, & le maître de ce bien ne peut être appauvri par les suites de l'opération qui en a augmenté le revenu annuel ou la valeur foncière.

Voilà l'espèce de *crédit*, si l'on veut absolument employer ce mot, dont il est permis à une nation de chercher à se procurer les avantages; fondé sur une confiance honorable, il l'affermir, il la justifie encore, quand le propriétaire juge à propos d'en user: & c'est sur cette base que porte en entier le plan dont il s'agit ici.

Mais je crois devoir demander à mes lecteurs une grâce, ou plutôt une justice que peut-être je n'obtiendrai pas d'eux: c'est de ne porter aucun jugement avant d'avoir tout lu: c'est de s'attacher aux choses, & non pas aux mots. Je vais parler de *Banque*, de *Caisse*, de *Billets*, &c. Personne n'est plus affecté que moi des souvenirs funestes que ces mots ne peuvent manquer de réveiller; personne n'a déploré peut-être avec plus d'énergie (1), les scandales, les atrocités auxquelles ont donné lieu les opérations qu'ils rappellent.

---

(1) Notamment dans les *Annales*, & sur-tout dans le N°. 116.



Mais faut-il proscrire le nom & l'usage d'un remède salutaire, parce que des Charlatans en auront abusé ? A-t-on banni du commerce & de la société, les *pistolets*, parce que c'est l'arme familière à presque tous les voleurs de grands-chemins, comme aux voyageurs, & que dans la main d'un fou, comme dans celle d'un brigand, ils peuvent compromettre la vie d'un honnête homme, au-lieu de servir à la défendre ?

C'est peut-être, au contraire, parce qu'au commencement du siècle ces ressources ont été souillées, décriées par l'abus le plus effrené, qu'il faut aujourd'hui les appliquer à un emploi sage, bien-faisant, qui les épure. Une longue succession de dépredateurs s'en étoit servi pour opérer, pour perpétuer la dégradation du peuple, & sa servitude : qu'elles soient consacrées aujourd'hui à assurer sa régénération & sa liberté.

Ce seront bien les mêmes termes : mais ils ne désigneront plus les mêmes effets ; il faut bien les employer, puisque ce sont les seuls que la langue présente pour désigner des engagements nationaux, écrits, & portatifs ; des espèces frappées avec la plume, & non pas avec le balancier ; de l'argent sorti de la grande mine, de l'inépuisable mine, si peu, ou plutôt si mal exploitée jusqu'ici, de la *foi publique*.

Elle a été jusqu'à présent, je l'avoue, un gouffre dévorant, & non pas une source de prospérité : elle a même eu le double inconvénient d'aggraver la misère du peuple, en absorbant sans cesse les métaux, dont la circulation l'auroit soulagée, & en le rendant responsable des intérêts, des capitaux dont la soustraction lui étoit si préjudiciable.

Ici c'est tout le contraire : on va voir que mon

*argent-papier* repoussera sans cesse au dehors l'*argent-métal* ; ce qui en sera aspiré journellement par la *Banque*, par la *Caïsse nationale*, formera, pour le PEUPLE sur-tout, pour les classes désignées en *François* dans le sens le moins favorable par ce mot à double entente, une sorte d'établissement civil, dont il n'a encore joui dans aucune contrée ; il lui assurera une perspective d'aisance, de *bien-être* à un certain terme de sa carrière, en lui donnant dans les premières années des motifs d'émulation, de résignation, d'attachement comme de docilité envers les classes fortunées ; sorte de relation politique dont aucun Administrateur, & même aucune Administration jusqu'ici ne paroît avoir eu l'idée.

Le fond du projet n'est ni nouveau ni de moi ; le besoin du moment, & la secousse universelle donnée aux esprits, ont fait éclore autant de plans sur les moyens de remédier à la détresse *Fiscale*, que sur les restes des embarras de la législation : on a proposé, on propose encore des *Caisses nationales*, des *subventions patriotiques* : nous venons de voir des Dames offrir à la patrie le produit de la vente de leurs bijoux ; offre qui dans la jeunesse de la Nation auroit paru plaisante, & auroit produit des plaisanteries. Dans notre *maturité* elle a été faite, & reçue gravement : mais c'est cette gravité même qui l'empêchera d'être bien fructueuse ; c'est un trait de générosité qui tiendra une place honorable dans l'*Histoire* : mais ce n'est pas une ressource.

On vient de proposer dernièrement une *Caïsse nationale publique*, ou *Françoise*, qui en quelques points se rapprocheroit de celle-ci : mais elle s'en éloigne prodigieusement en faisant de cette caïsse une source de fonds à PRÊTER ; cette spéculation touche de trop près à l'*agiotage* : une caïsse tenue par la Nation ne doit avoir d'autre usage que de payer.

C'est toujours mon exemple du propriétaire *rangé* ; il ne s'abaisse à rien de tout ce qui ressemble à l'*usure*. Il ne veut en être ni l'instrument, ni la victime, il en dédaigne les bénéfices autant qu'il en redoute les rapines. Encore une fois, laissons aux particuliers, aux sociétés particulières : ces manipulations privées dont les Loix peuvent fixer les conditions, & prévenir les abus : mais n'avilissons point le Législateur en l'exposant à ces embarras qui seroient bien peu lucratifs pour lui, & deviendroient avec le temps très-dangereux pour nous.

Les raisons qui doivent lui interdire cet emploi de ses fonds, sont innombrables ; & en général on ne peut trop méditer, on ne peut trop consacrer, j'ose le dire, le principe que *toute opération de commerce sans exception, doit être PROHIBÉE AU GOUVERNEMENT* ; dès qu'il se fait marchand, il veut bientôt être le seul : il établit des *Gabelles*, & des *Fermes à Tabac*.

C'est sous ce point de vue que j'offre ma Caisse à la Nation : & en ce sens l'idée n'en est prise de personne : les accessoires achevent d'en faire une opération absolument neuve : elle ne peut être proposée qu'à une Nation vraiment libre ; elle ne peut être exécutée que par une Nation tout à la fois libre & généreuse. Puissent n'être pas trompeurs les symptômes qui m'ont déterminé à la proposer à la France ! Puisse-t-elle être digne de s'assurer par une prompte exécution la faculté de réaliser tous les autres plans de réforme qui seront toujours impraticables sans celui là, ou sans un équivalent !

Or je doute qu'il y en ait.



## CAISSE NATIONALE.

## PREMIERE PARTIE.

CE qu'il faut en ce moment à la nation pour concilier son honneur en ce qui concerne sa dette, & la régularité du paiement des arrérages avec sa propre régénération, avec la réforme de tous les abus, avec la guérison de toutes les maladies civiles, politiques, &c. dont elle est accablée, c'est un intervalle quelconque où elle puisse se rendre compte à elle-même de sa situation, sans en être distraite par aucune inquiétude; où elle puisse apprécier les remèdes qu'on lui propose, les essayer même. Elle a un besoin absolu d'un moment de liberté préliminaire pour consolider la base sur laquelle doit être élevé le temple de sa liberté; pour en nettoyer l'emplacement, de tous les décombres qui le surchargent, & l'obstruent; or il me semble qu'elle peut se promettre ces avantages de l'établissement d'une Banque, ou CAISSE NATIONALE, dont je vais détailler successivement les fonctions, l'emploi, & l'usage présent avec l'utilité future.

ART. I<sup>er</sup>. Par délibération de l'Assemblée nationale, sanctionnée par le Roi, & ratifiée dans toutes les Provinces, sera établie une Banque ou Caisse nationale, dont l'hôtel sera à Paris, avec faculté d'établir des bureaux par-tout où elle jugera à propos; dans toute l'étendue du Royaume.

II. Cette Caisse fera, ainsi que ses Directeurs, Agens, Contrôleurs, &c. mise sous la sauve-garde publique de la Nation. Le Gouvernement dans aucun cas, & sous aucun prétexte, ne pourra prendre connoissance



noissance de ses opérations, ni de la conduite d'aucun de ses agens, autrement que par les voies légales, permises, & autorisées envers les autres Citoyens, c'est-à-dire, par les voies *Juridiques*. La garde même en sera *Nationale*, commandée par des Chefs qui ne répondront qu'aux Administrateurs ci après.

III. La Caisse sera subordonnée à une Assemblée composée d'Administrateurs nommés par les Provinces, deux de chaque, lesquels pourront être Membres de l'*Assemblée nationale*, & dans le cas où ils n'en seroient pas, y auront entrée, & voix consultative, sur les objets relatifs à leur gestion.

IV. Tous les paiemens, sans exception, à faire au nom de la *Nation*, & concernant la *Nation*; toutes les dépenses publiques quelles qu'elles soient, & par conséquent les arrérages de la *Dette publique*, y compris les capitaux des offices supprimés, &c. les frais d'*Administration*, la solde des *Troupes*, le remplacement des *Dixmes*, les *Honoraires* aux *Curés*, *Vicaires*, &c. enfin tout ce qui sera, ou pourra être réputé à la charge de la *Nation*, tout ce qui sera ou pourra être liquidé à l'acquit de la *Nation*, le sera par la *Caisse nationale*.

V. Tous les paiemens de la *Caisse nationale* se feront en *Billets au Porteur*, de la forme de ceux de la Caisse d'*Escompte*, de la *Banque d'Angleterre*, &c. & signés par ceux de ses Membres que l'Assemblée des Administrateurs en chargera.

VI. Dans le même hôtel, à *Paris*, sera établi un bureau auquel les billets de la *Caisse*, en tout temps, tous les jours sans exception, à toute heure du jour, seront reçus, & échangés contre des especes d'or & d'argent.

VII. Les billets de la *Caisse nationale* auront cours dans toutes les *Caissees publiques*, ou particulières,

comme de l'argent ; les Notaires dans les actes publics pourront stipuler les paiemens en cette valeur : & la quittance donnée , ou valeur reçue en billets , éteindra la dette , comme si le paiement avoit été fait *en argent* ; mais cependant personne , sous QUELQUE PRÉTEXTE QUE CE SOIT , ET DANS AUCUNE ESPECE DE CAS , NE POURRA ETRE FORCÉ DE LES RECEVOIR ; la circulation en sera libre , volontaire : & l'Assemblée Nationale doit donner à cet article la solennité la plus sacrée , puisque c'est de - là que dépend la *Confiance* publique , & par conséquent le succès de la chose (1).

---

(1) N. B. Dans cet article VII il s'agit de la circulation *générale & publique* : il n'est pas contradictoire avec l'article V qui concerne les paiemens à toucher à la *Caissè nationale* même. Comme pour ceux-ci chacun à l'instant fera le maître de convertir en especes les billets qu'il y aura reçus , on ne peut pas dire qu'il y ait de la contrainte. Ce ne sera jamais que *volontairement* qu'on gardera ces billets *en nature*.

Si l'on me demandoit quel est l'objet de ce double emploi apparent de Bureau ; si l'on m'objetoit , comme je m'y attends , qu'il n'a pas lieu en *Angleterre* , & que le paiement est fait à la Banque dès la premiere main , au gré du Créancier , en *Guinées* , ou en *Banknotes* , je répondrais d'abord que l'objection n'est pas juste , & qu'il y a également à *Londres* un détour comme celui que je propose. Vous ne recevez au premier Bureau qu'un *papier* , un *ordre écrit pour toucher* , & sur lequel vous délivrez votre quittance pure & simple ; ce n'est qu'à un Bureau secondaire que le paiement est réalisé avec l'option des *billets* , ou de l'*espece*.

J'ajouterois ensuite que ce n'est pas sans y avoir réfléchi , & même sans m'être bien convaincu , que je donne

VIII. La *Caisse nationale* se chargera de tous les engagemens de la *Caisse d'Escompte* : elle en acquittera les billets ; elle aura soin de les retirer peu à peu ; mais tant qu'il en existera, ils seront reçus comme les siens , au Bureau de l'Article VI.

IX. L'état des paiemens faits par la *Caisse* , & du nombre des billets délivrés dans le cours de la journée , sera tous les soirs vérifié , & signé par quatre des Administrateurs ; & le Dimanche de chaque semaine l'état des six jours précédens sera vérifié dans une Assemblée générale de l'Administration , signé de tous les Administrateurs , & imprimé.

X. Chaque département du Ministère aura ses fonds assignés , lesquels seront délivrés , semaine par semaine , au Trésorier , sur la reconnoissance , & d'après un état signé du *Ministre* qui en indiquera l'emploi en détail. En tête de chacune des demandes sera l'indication certifiée de l'emploi des fonds délivrés la semaine précédente , & de ce qui en sera resté dans les mains du Trésorier. Tous ces tableaux hebdomadaires seront visés par l'Assemblée du Dimanche , & joints à l'état général imprimé de situation de la *Caisse*.

XI. La première fonction de la *Caisse* sera de déterminer l'échéance fixe de tous les paiemens à faire par elle , de trois mois en trois mois ; & d'en informer le public par une annonce imprimée , affichée , de manière que tous les intéressés sachent au juste le moment où ils peuvent se présenter pour toucher ; & à dater du jour indiqué , tous les Créanciers ou titulaires se-

---

la préférence à la méthode déduite ici , sur celle qui est adoptée à *Londres*. Je la crois plus courte , plus simple , plus appropriée sur-tout à la circonstance.



ront admis, & satisfaits indistinctement, sans égard aux lettres *initiales* des noms.

XII. Les autres formalités, ou plutôt les autres chicanes auxquelles est astreinte la perception actuelle des rentes *tant viagères que perpétuelles*, étant souvent aussi puériles que la précédente, & aussi injustes que fâcheuses; l'honneur de la Nation ne pouvant tolérer ces honteux subterfuges d'une rapacité subalterne, ou d'un despotisme mesquin par indigence, & indigent par prodigalité: A L'AVENIR toutes les rentes *viagères* une fois visées, enregistrées & numérotées à la caisse, seront acquittées sur un simple *certificat de vie*, expédié GRATIS par le Curé de la Paroisse où le propriétaire aura son domicile, & légalisé *gratis* également par les Officiers *municipaux*; quant aux rentes *perpétuelles*, sur la représentation du titre qui sera simplement numéroté, & sans que le propriétaire s'en dessaisisse, il sera délivré une reconnaissance pure & simple de la Caisse, marquée du même numéro, sur le vu de laquelle seulement les paiemens se feront à l'avenir.

XIII. Les Créanciers étrangers, ou demeurant en Province, qui désireront toucher leur argent au lieu de leur domicile, pourront se contenter d'en prévenir la Caisse nationale, sans autre précaution que de donner la note du numéro de leur titre; & à l'intervalle nécessaire pour le retour du Courier, ils trouveront au bureau du lieu l'ordre de les payer, sur la représentation des pièces qu'ils auroient dû faire voir à Paris, c'est-à-dire du *certificat de vie* pour les rentes *viagères*, ou de la reconnaissance pour les rentes *perpétuelles*.

XIV. Comme du jour où la Caisse nationale entrera en activité la Nation n'aura plus besoin d'aucune espèce de secours, puisque c'est elle-même qui créera



les fonds destinés à ses dépenses, toute espece d'*Entrée*, de *Ferme*, de *Douane*, de *Gabelle*, &c. sera éteinte de ce moment; & toute espece de perception à la charge du public, sous quelque nom que ce soit, sera suspendue pour l'intervalle qui paroîtra convenable à l'*Assemblée nationale*, comme deux ans, trois ans, si elle le juge à propos. Le seul *Contrôle des Actes* sera conservé avec la *Poste aux Lettres*, mais d'après un tarif nouveau qui peut être dressé en un moment. La *taxe des Lettres* doit être réduite aux seuls frais de manutention: il n'étoit digne que du Gouvernement oppressif dont nous sortons, d'avoir fait de cette *commodité publique*, une ressource fiscale, onéreuse au public en tout sens, & qui n'avoit pas même le mérite de la fidélité. Il en est à-peu-près de même du *Contrôle*: il est infiniment utile pour empêcher les *antidates* des actes intéressans, mais c'est également une honte & une vexation d'en avoir fait pour le public une surcharge vénale. [Voyez la suite ci-après, à la seconde Partie].

---

Voilà la première partie de ma proposition, le premier emploi, comme le premier fruit de la *Caisse nationale*: elle procurera une suspension absolue de tous les impôts, sans qu'aucune des dépenses nécessaires souffre d'interruption. Je n'y vois que des avantages, & pas un inconvénient. Je ne puis concevoir qu'on pût même paroître hésiter à l'accepter.

Si en ce moment se présente à l'*Assemblée nationale* un homme doué de la faculté du malheureux *Midas*, & qu'il voulût bien consacrer la courte durée d'existence qu'elle lui laisseroit, à accumuler des trésors au profit de la Nation, à convertir en métal toutes les matieres qu'on lui donneroit à toucher,

certainement on ne rejetteroit pas cette précieuse & respectable offrande : la mémoire de ce bienfaiteur public seroit éternisée par une gratitude au moins aussi durable que la substance qu'il auroit si prodigieusement multipliée.

Eh bien, il ne tient qu'à nous de réaliser par une magie éclairée, salutaire, cet emblème imaginé par la Fable, d'une avidité stupide & funeste. La Nation peut, par la seule application de sa main toute puissante, donner au papier le plus léger la valeur de l'or. Seroit-il possible qu'elle balançât ? Seroit-il possible qu'elle préférât à l'exercice de ce pouvoir de créer, l'humiliation de demander, avec l'incertitude d'obtenir ; qu'elle aimât mieux acheter des secours onéreux qui éternisent sa dépendance, que de se donner à elle-même un développement qui assureroit en tout sens sa liberté ?

Les vérités les plus évidentes, les plans les plus salutaires, ne sont pas toujours à l'abri des objections. Je vais parcourir & discuter brièvement celles que je prévois : je ne crois pas que celles qui m'auroient échappé, puissent être bien embarrassantes.

PREMIERE OBJECTION. Cette opération n'est qu'un *Emprunt déguisé*. La Nation devant être un espace de temps quelconque à toujours payer, sans rien recevoir, vous en augmentez infiniment les charges ; & le rétablissement de l'Impôt auquel il faudra revenir après cet intervalle de franchise, en paroîtra plus dur, plus intolérable.

RÉPONSE. Quant à la seconde partie de l'objection, si elle étoit fondée, on pourroit donc regarder comme une imprudence de la part d'un voyageur de se reposer en route : il seroit aussi raisonnable de lui dire que ce délassement momentané lui rendra plus sensible la fatigue de se remettre en marche. Il me

semble que la Nation n'a été que trop long-temps traînée dans cette route douloureuse des *Impôts*, des vexations *fiscales* : elle n'a que trop de droit à la suspension de ces tortures : & comme sans doute le rétablissement des perceptions ne seroit pas accompagné des anciens abus ; comme la renonciation aux privilèges, l'égalité des convenances rendroient les charges plus supportables, en les rendant communes ; comme sans doute ce n'est plus l'indigence sur-tout qui seroit taxée, mais la richesse, & que pour être obligé de payer à l'*Etat*, il faudroit avoir une propriété personnelle à laquelle la taxe seroit scrupuleusement proportionnée, le rétablissement même de cette taxe n'auroit rien d'effrayant, parce qu'il n'auroit rien d'onéreux.

Les progrès de la raison, la conviction intime que les charges publiques ne peuvent être acquittées que par une, ou des contributions publiques, détermineroient tout le monde à se prêter sans répugnance à ces contributions. D'ailleurs, je ne tarderai pas à indiquer le moyen que j'ai promis pour les alléger d'une manière durable, comme elles le feroient déjà passagerement par l'introduction des *billets* : ainsi cette difficulté n'en est pas une.

Celle qui se tire de l'augmentation apparente des charges de l'*Etat*, de la supposition que ce seroit ici une espèce d'*Emprunt* dont la forme seroit seulement changée, n'est pas mieux fondée ; elle l'est même en quelque sorte encore moins.

Un *Emprunt* nécessite des *arrérages*, & en cela seul il est déjà très-onéreux : mais de plus il engendre nécessairement les jeux ruineux, souvent moins que délicats de l'*agiotage* ; s'il réussit, il attire tous les fonds, ou une grande partie des fonds qui auroient vivifié le commerce utile, adif : s'il ne réussit,



fit pas, c'est tout à la-fois un opprobre pour la Nation qui l'a ouvert, & une source de nouveaux malheurs, parce qu'il faut chercher d'autres expédiens pour subvenir aux besoins qui avoient déterminé à essayer de celui-là.

S'il est ouvert avec le dessein & la faculté de *rembourser* à un terme fixe, il faut aux sommes qui acquittent les *intérêts* ajouter les fonds pour l'*amortissement*; & si le projet n'est pas d'amortir, c'est comme je l'ai dit, une charge éternelle pour la postérité, ou *double* pour la génération vivante, suivant la condition du contrat.

Ici rien de semblable. Nos billets ne déplacent rien, n'alterent rien : ils n'ont rien de commun avec les spéculations de *la place*; ils sortent tout complets, avec leur valeur entière, & invariable, de la main qui les crée. S'ils produisent un effet sensible, ce ne peut être que celui d'animer la circulation, & par conséquent le *commerce*, les *arts*, tout ce qui contribue à la prospérité générale : comme ils n'entraînent pas la stagnation qui résulte d'un *Emprunt*, il n'y a pas à craindre non plus, dans le système que je propose, l'espece de débordement en quelque sorte, de déluge qu'on pourroit appréhender d'une immensité de papiers délivrés tout-à-la-fois au public.

On parloit il y a quelque temps de créer pour un *milliard* de *billets de Monnoie*, que l'on mettroit à la fois en circulation, avec *obligation* de les *recevoir*, & promesse de les *rembourser* au bout de *vingt ans* : c'étoit là vraiment un *Emprunt*, non pas même déguisé : il en avoit les caractères les plus fâcheux; il en auroit eu les suites les plus déplorables.

La nécessité de *recevoir* les nouveaux billets, & par conséquent de *prêter* malgré soi, étoit une in-

justice d'autant plus intolérable que le sentiment s'en seroit renouvelé à toutes les minutes de la journée, à toutes les relations d'affaires des citoyens entre eux ; les paiemens n'auroient plus été qu'un échange de malheurs, où le débiteur en paroissant s'acquitter n'auroit fait réellement que se soustraire au sacrifice, & se substituer une autre victime. Pour soutenir ces étranges négociations, il auroit fallu une force, ou plutôt une violence toujours en activité, & ce funeste Emprunt seroit en effet devenu *National*, moins parce que la Nation l'auroit garanti, que parce qu'il auroit successivement, & sans cesse, tourmenté tous les individus de la Nation.

Ici quelle différence ! les *billets* ne sortiront de la *Caisse* qu'en raison du besoin : ils ne seront introduits dans la circulation générale que peu-à-peu, par les particuliers eux-mêmes qui les auront reçus. Ce seront des ruisseaux qui en débouchant par mille canaux imperceptibles dans la grande rivière, ne pourront ni en hausser subitement les eaux, n'y y produire d'altération sensible. La liberté absolue de refuser ce papier garantit le droit de propriété particulière : la certitude de l'échanger à tous momens pour de l'argent, en soutiendra la valeur, & la confiance du public. La Nation sera dispensée de toute espece d'*arrérages*, & d'embarras : elle aura satisfait à tous ses engagemens, & il ne lui en aura rien coûté.

« Mais c'est toujours augmenter ses charges ! Ce papier ne sera reçu qu'autant qu'il sera *cautionné*. Si c'est la nation qui en prend sur elle-même la garantie, elle contracte donc une hypothèque qui la greve d'autant : pour ne pas compromettre sa délicatesse, pour préserver *sa foi* de toute espece d'opprobre, il faut même qu'elle ait à sa dispo-

sition les fonds dont les billets seront la représentation.

« Si dans l'intervalle que vous proposez elle a soldé, tout compris, 800 millions par an (1), au bout de deux années elle sera réellement endettée des 1600 millions qu'elle aura payés sans en fournir la valeur : si elle n'a pas cette valeur sous sa main, à chaque instant elle peut être obligée à faillir : & si elle l'a, pourquoi employer cet intermédiaire suspect & dangereux ? Pourquoi *supposer* des fonds au lieu de se servir de ceux qu'elle a ? ».

Voilà bien je crois l'objection dans toute sa force : je n'ai pas cherché à l'affaiblir : cependant cette force n'est qu'illusoire : tout ce raisonnement porte sur une *équivoque*.

Les 1600 millions, ou les sommes quelconques payées *en papier* par la *Caisse*, sont sans doute une dépense *nécessaire*, indispensable : en ce cas il auroit fallu indispensablement les trouver, & les solder en *argent*, si l'on n'avoit imaginé un autre expédient ; & qui auroit fourni l'argent ? La nation sans doute.

Elle l'auroit donc eu : elle l'a donc encore, puisqu'il n'est pas sorti de ses mains : cette faculté dont elle n'a pas usé lui reste entière. Si après dix siècles

(1) Ce n'est qu'un aperçu ; mais la dépense dans l'état du *déficit*, & qui a produit le *déficit*, n'étoit que de 600, & quelques millions. Une fois réglée, contenue par la certitude de l'examen, elle doit certainement rester bien au-dessous ; en ajoutant 200 & tant de millions pour les objets de surplus, c'est-à-dire, pour les *Offices* supprimés, pour les *Dîmes*, pour les honoraires des *Curés*, &c. je crois que c'est plutôt compter beaucoup trop que trop peu.



d'infortunes, de tyrannies, d'extravagances dissipatrices de tous les genres, elle avoit encore le pouvoir en elle-même, de réaliser 1600 millions, dont la plus grande partie consacrée à payer ces tyrannies, ces folies, ces dissipations, sans doute elle n'en sera pas dénuée après deux ans d'un repos régénérateur.

Toute la différence, c'est que si elle avoit soldé *en especes* cet énorme capital, il auroit fallu le lui arracher par mille expédiens plus douloureux les uns que les autres : si elle l'avoit *emprunté*, il auroit fallu *en acquitter* LES INTÉRÊTS stipulés au taux le plus onéreux, en raison de l'énormité de l'emprunt ; au lieu que l'ayant remplacé par une valeur *qui ne lui coûte rien* ; l'ayant conservé dans sa circulation intérieure, & laissé pour aliment à l'*Industrie*, au *Commerce*, elle en a réellement tiré, reçu des intérêts infiniment salutaires. Les 1600 millions fictifs qui sont sortis du néant ; les 1600 millions réels qui n'ont changé, ni de destination, ni d'emploi, ont concouru à favoriser également cette *Industrie*, ce *Commerce*. La nation est devenue plus riche tout-à-la-fois, & de ce qu'elle a payé *en billets*, & de ce qu'elle a gardé d'especes qu'il auroit fallu prodiguer dans ces paiemens, si elle n'avoit eu un équivalent si précieux à leur substituer.

Le propriétaire bon économe dont j'aime toujours à citer l'exemple, a une maison montée : il donnoit à ses domestiques leur *argent à dépenser* ; à l'avenir il préfère de les nourrir : il les abonne à une maison où il se charge de répondre pour eux ; & au lieu d'argent qu'il leur donnoit, il leur fait distribuer des *marques*, des *jettons* avec lesquels ils sont admis dans cette maison, & nourris de la même manière qu'auparavant. Il est évident qu'eux n'ont

rien perdu, & que lui n'a pas augmenté sa dépense.

Ces *jettons* sont une vraie valeur qu'il a créée; & s'il étoit possible qu'on ne lui en demandât pas à lui-même le remboursement; si ces jettons pouvoient continuer de circuler dans l'intérieur de cette maison & de la sienne, entre les membres de sa famille, certainement bien loin de diminuer sa fortune par cet expédient, il l'auroit augmentée: or, c'est ce qui arriveroit dans le cas dont il s'agit, dès que ce seroit la nation qui auroit adopté cette ressource.

Jamais il n'y auroit pour elle d'obligation ni d'honneur, ni de fait, de réaliser la valeur de ces 1600 millions une fois admis comme *monnaie courante*, dans le commerce général, & la circulation civile. Pour qu'ils conservassent éternellement leur prix originaire, il suffiroit qu'ils fussent toujours reçus dans cette circulation, dans ce commerce: il n'y auroit d'obligation que celle de *renouveler* ceux qui se trouveroient usés, déchirés, comme on rebat à certains intervalles les *espèces* trop vieilles, qui ont perdu de leur poids, &c.

Il faudroit, il est vrai, se tenir en garde contre les *faux* qui pourroient se commettre sur cette monnaie légère; mais ne s'en glisse-t-il pas dans le monnoiage des métaux? Cette facilité apparente pourroit donner des inquiétudes à de certains esprits: cependant en *Angleterre* on n'en est ni alarmé, ni importuné. Les faux billets de banque y sont rares, quoique la confiance qui les transmet de mains en mains soit vraiment aveugle. En *France*, depuis que ceux de la *Caisse d'Escompte* s'y sont multipliés, il y a eu peu de plaintes: je ne fais même si l'on y a eu des exemples en ce genre de l'industrie audacieuse qui fait de l'écriture un instrument du vol; ce ne sont

pas là des difficultés, en voici de plus imposantes.

DEUXIEME OBJECTION; « Soit : les billers une fois admis à circuler, la Nation fera tout-à-la fois une grande épargne, & un grand bénéfice : mais il faut leur donner ce mouvement : il faut inspirer au public la confiance de laquelle seule il peut résulter avec succès. Pour que les mains qui vont les répandre ne s'ouvrent pas inutilement, il faut en trouver qui veuillent les recevoir : & comment déterminerez-vous celles ci ?

» Quel particulier, à l'aspect de ce prétendu gage représentatif d'un métal précieux, ne se représentera pas les illusions qui ont fait la honte, & le désespoir de nos peres au commencement de ce siècle ? Qui ne tremblera pas, malgré la différence des temps & des régimes, de voir renaître la même catastrophe ? Qui osera risquer de donner à ses dépens l'exemple de la braver ?

Qui ? Tout le monde ; moi le premier. Ma fortune est bien modique : mais je consigne ici l'engagement, du jour de l'ouverture de la Caisse, de recevoir *en billets*, de mes débiteurs tout ce qu'ils me doivent : & qui pourroit balancer à en faire autant ?

Sans parler d'abord des autres considérations déterminantes, déjà dans beaucoup de cœurs le sentiment du *patriotisme* a réveillé le desir, effectué par plusieurs, d'offrir à la nation des sacrifices pécuniaires, de verser dans ses coffres des sommes en *pur don*. Quand il y auroit ici du péril dans les premiers momens à accepter des billets de la Caisse, sans doute il se trouvera plusieurs personnes qui se détermineront volontiers à s'y exposer : & il en fera dès-lors de celui là comme de presque tous les autres périls : dès que beaucoup de personnes les bravent, ils cessent d'exister.



Mais ceux mêmes que ces motifs généreux ne décideroient pas, seront-ils insensibles à l'intérêt qui leur donnera le même conseil, à la raison qui le confirmera? Il n'y a point de *Capitalistes* qui n'aient une portion plus ou moins considérable de leur fortune *sur le Roi*, c'est-à-dire aujourd'hui *sur la Nation*; quelle est leur sûreté? La délicatesse seule de cette nation, sa bonne foi, son attachement inviolable à l'honneur.

Si elle avoit voulu s'affranchir de ces dettes énormes, contractées par ses vrais ennemis & non par ses représentans; assurément *en droit* elle en auroit trouvé mille moyens, & *de fait*, il n'y en auroit eu aucun, pour la contraindre. Sa ratification a donné à ses engagements une consistance sacrée: mais son refus les auroit fait évanouir sans retour: c'est donc *sur sa parole* que porte uniquement en cet instant la sûreté des créanciers: cette parole l'a engagée à répondre d'environ *quatre milliards*! Eh bien 1600 millions de plus, *qui ne sont pas une charge pour elle*, diminueroient-ils sa solvabilité? Inspireroit-elle plus de défiance en acquérant plus de ressources?

Tous ceux qui lui ont prêté jusqu'à présent, ont reçu d'elle en échange de leurs capitaux des *reconnoissances*, c'est-à-dire *du papier*; comment pourroient-ils refuser de recevoir *momentanément* du même papier en échange de leurs arrérages? Leur condescendance apparente pour la *Caisse*, leur facilité à en accepter les billets ne sera qu'une spéculation très-bien vue, très-motivée, pour assurer d'autant l'emploi même des capitaux: & si une fois ce que l'on appelle *les Capitalistes* acceptent *les billets*, qui pourra faire difficulté de les recevoir d'eux, ou comme eux; sur-tout si la liberté de les repousser dans la circulation journalière est inviolable? Tant

qu'il n'y aura point d'obligation de les recevoir, il n'y aura jamais la moindre apparence de raison pour les refuser.

Je n'ai pas besoin sans doute d'avertir que pour conserver dans leur intégrité cette indépendance, & ses effets, il faudroit proscrire pour jamais toutes les inventions ridicules, barbares, honteuses, du despotisme qui trouvoit moyen d'être tyran avili, & avilissant tout à la fois, même dans les matieres qui exigent le plus de *liberté*, le plus d'honneur, ou de ce qui en a l'apparence. Plus de ces *Arrêts du Conseil*, odieux, qui dispensoient les Caisses de convertir les papiers au-delà d'une certaine somme : plus de ces *numérations* extravagantes & dérisoires où l'on comptoit les heures plutôt que les écus ; où l'on regardoit comme un gain pour l'Etat le temps que l'on faisoit perdre à ses créanciers ; où ceux-ci livrés au supplice de *Tantale*, maudissoient, en attendant leur tour, cette ostentation d'opulence affectée pour couvrir la gueuserie la plus ignominieuse, & en un sens la plus criminelle.

Que la remise de la valeur suive immédiatement la représentation du titre. Imitons les *Anglois*, au moins sur cet article ; nous venons de les outrepasser sur tant d'autres. Adaptons comme eux aux bureaux de la *Caisse* la division par *lettres*, non pour lui ménager l'opprobre d'un répit, mais au contraire pour accélérer honorablement son travail. Que les différens signes de l'*Alphabet* dispersés en gros caracteres dans une vaste salle soient pour les créanciers autant d'étoiles qui leur indiquent où ils seront plutôt satisfaits, & non autant de barrières oppressives qui les repoussent (1).

---

(1) Cet ordre admirable est établi à la Banque de

Enfin, j'ai été au-devant de toutes les objections possibles par l'établissement du bureau d'échange. Ceux que la raison n'aura pu éclairer, ou l'intérêt persuader, ou le patriotisme encourager; ceux qui conserveront une défiance invincible pour cette monnoie écrite, pourront *sur le champ* s'en défaire: la conversion du papier en métal ne prendra pour eux que le passage d'une chambre à l'autre; la prévention la plus incurable, la déraison en personne, sans doute ne pourront censurer l'établissement d'une caisse qui ne leur imposeroit d'autre gêne, d'autre danger que ce court déplacement.

Mais c'est précisément de là que naîtra une TROISIEME OBJECTION: je l'ai déjà exposée, & réfutée en partie: mais je dois la reprendre à part, de peur que l'on n'affecte de dire & qu'on ne parvint à faire croire que je l'ai dissimulée, que j'ai craint de la résoudre.

« A côté du bureau qui dégorgera vos billets, me dira-t-on, vous en placez un autre pour les reprendre, & les convertir sur le champ en especes. Cela suppose donc une masse de métal monnoyé, correspondante à celle du papier que vous frapperez dans le voisinage. En ce cas votre manœuvre est un double emploi: payez tout d'un coup en especes, & n'accablez pas le public de vos chiffons ».

---

*Londres*: il y a autant de Bureaux pour les paiemens dans une même salle, que de Lettres de l'*Alphabeth*; chaque Bureau porte la sienne, & paie les créanciers dont elle commence le nom. Far-là, chaque titulaire voit en entrant où il doit s'adresser: il n'y a jamais ni foule, ni délais, ni mécontents.

J'ai



J'ai tâché dans cette objection de prendre le ton des censeurs auxquels j'ai eu affaire jusqu'à présent. En général ce ne sont jamais mes raisons que l'on a discutées : ce sont des injures que l'on m'a dites, habitude qui prouve de l'humeur de la part des critiques, & par conséquent de l'embarras. On n'irrite en littérature, & par-tout, que quand on se sent hors d'état de vaincre.

Toute cette difficulté porte sur une fausse supposition, & même sur plusieurs fausses : il faudroit pour qu'elle eût quelque poids que les *Capitalistes*, & le public en général, eussent pour se refuser à la circulation des billets, les mêmes motifs qui ont empêché de concourir aux *Emprunts* : il faudroit que la faculté de s'en défaire fût regardée comme la seule compensation du malheur de les recevoir, & que l'empressement à se précipiter dans un des bureaux, fût égal à la répugnance à s'approcher de l'autre.

Il faudroit sur-tout que tous les paiemens se fissent à la fois, le même jour, à la Caisse ; & que tous les billets descendissent au même instant au bureau d'échange pour y être réalisés ; ce qui de soi-même est impossible, & ce qu'il est assurément très-facile de prévenir, non pas par des manœuvres de banque, ou par des ruses d'agiotage, ou par des *Arrêts du Conseil*, mais par des procédés honnêtes, connus du public, tels que le doivent être désormais tous ceux de la Nation, ou de ses agens.

La Caisse fixera elle-même, & indiquera au public les échéances des effets dont elle aura à acquitter les arrérages : ainsi tous ces arrérages ne seront pas accumulés le même jour : dans les parties mêmes qui auront un terme commun, tous les porteurs de titres ne se présenteront pas à la fois ; & ceux qui

se présenteront chaque jour sans doute ne feront pas tous des incrédules acharnés qui s'empresseroient de passer d'une Caisse à l'autre pour s'épargner jusqu'à l'ombre de l'inquiétude, ou des observateurs malins qui feindroient la même défiance, pour voir jusqu'à quel point elle seroit, ou ne seroit pas fondée.

La froideur des *Capitalistes* pour l'*Emprunt* de 30 millions, & pour celui de 80, ne tire pas à conséquence pour l'objet dont il s'agit ici; elle étoit raisonnée, & peut-être excusable.

D'abord peut-être les esprits n'avoient-ils pas été assez préparés: peut-être l'ouverture d'un *Emprunt* avant que la base même de la Constitution fût établie, avant que la situation foncière des finances fût vérifiée, étoit-elle prématurée. L'autorisation de l'Assemblée nationale n'a pu prévaloir dans tous les esprits, sur la défense formelle consignée dans presque tous les cahiers, d'accorder aucun emprunt antérieurement à ce préliminaire essentiel.

Ensuite la certitude trop prévue que l'*Emprunt* de Septembre seroit nécessairement suivi d'un autre, a dû augmenter l'incertitude des *prêteurs*: quand celui de 30 millions auroit réussi, on n'auroit pas été dispensé de celui de 80, dont le succès n'auroit pas, à beaucoup près, rempli tous les besoins. La perspective devenue trop sensible de ces expédiens toujours dévorans, toujours renaissans, n'a pas dissipé la défiance. Ceux qui m'ont si violemment accusé d'avoir attaqué le *crédit public* auroient bien dû savoir que toute espèce de crédit est détruite, dès que le besoin l'accompagne. On donne aux pauvres, mais on ne veut prêter qu'aux riches, ou à ceux qui ont su se conserver les dehors de l'opulence.

Je ne doute pas, & la preuve en existe déjà; qu'une invitation naïve de venir au secours de la

Nation par pure *générosité*, n'eût eu beaucoup plus de succès, ne fut devenue plus fructueuse que l'offre d'un contrat. Tel capitaliste qui n'a pas daigné tirer 100 pistoles de ses trésors pour l'*Emprunt*, auroit peut-être jetté 100 mille francs dans le *don gratuit*. Il y a bien des raisons qui justifieroient ce procédé.

Mais je voudrois que la Nation fût également dispensée de recourir à ces deux ressources; je n'aime à lui voir solliciter ni des bienfaits, ni une confiance toujours problématique quand il faut la demander. Il me répugne autant de lui voir tendre aux passans un tronc, qu'ouvrir un coffre : & le système que je propose ici lui sauve l'un & l'autre.

Les *Capitalistes*, qui sont restés immobiles aux deux propositions qu'on leur a faites, s'animeront à celle-ci. Dans les *Emprunts* il auroit fallu verser de nouveaux fonds : l'acceptation des billets leur présente au contraire le moyen d'en retirer ; dans cette opération-ci ils reçoivent, dans les deux autres ils auroient donné : & ils reçoivent sans distinction de lettres nominales, sans distinction de semestres ; Zacharie sera payé le même jour qu'Aaron. Tous les Zacharies seront donc empressés de se présenter à la Caisse, où ils toucheront à la fois, les six derniers mois de 1788, avec l'année entière de 1789.

Et pourquoi auroient-ils tant de promptitude à se défaire de la valeur qui viendrait de leur en être remise ? Elle ne pourroit leur inspirer d'alarmes en restant entre leurs mains, que dans le cas où ils verroient de l'impossibilité à la transmettre à d'autres : mais l'exemple de la confiance une fois donné par un certain nombre de vrais patriotes, par tous les *Capitalistes* sensés, préservera certainement le bureau changeur d'avoir autant d'occupation que le



raau payeur; la premiere impulsion une fois reçue, la premiere idée de sécurité une fois établie, certainement le plus grand nombre des intéressés n'auroit pas même la tentation, en passant auprès du *second Bureau*, d'aller y ouvrir le porte-feuille dépositaire commode & discret, pour s'y charger d'une masse embarrassante, ostensible, difficile à transporter, dangereuse à garder.

Le nombre des échanges seroit dès-lors infiniment réduit, & quel qu'il fût, il ne seroit jamais qu'en proportion des paiemens opérés *dans la journée*. Il suffiroit aux Administrateurs de la Caisse d'établir un ordre tel que le trésor portatif, s'il est permis de le dire, la ressource ouverte ou pour le besoin, ou contre la mauvaise volonté, ne fût jamais au-dessous de la consommation *journalière*; sorte de balance qui ne pourroit acquérir de la justesse que d'après l'expérience, mais qui n'exigeroit certainement que des fonds très-modiques, des fonds auxquels suffiroit sans peine le trésor public, même dans sa pénurie actuelle.

Mais si pour les fournir il falloit d'abord un intermédiaire étranger, en quelque sorte, ce seroit peut-être là le cas de faire une espece d'appel *patriotique*; d'inviter *au nom de la Nation*, toutes les Communautés *civiles* ou *religieuses*, en considération de la franchise absolue d'*Impôts*, dont elles vont jouir dans un espace déterminé, & de la certitude de n'en plus payer à l'avenir que de supportables, ainsi que des autres avantages que nous allons détailler, à contribuer *volontairement* d'une somme quelconque, pour faire LES PREMIERS FONDS de la Caisse nationale.

Cet appel n'auroit rien de honteux: la réponse seroit une offrande, & non pas une aumône. Le cri universel, qui à coup sûr en accueilleroit la propo-

sition, dispenseroit même peut-être de la réaliser : ce seroit une sanction solennelle donnée à la Caisse, qui vaudroit encore mieux que l'envoi des espèces.

Cette contribution pourroit fournir une somme très-considérable, sans grever aucun district. On vient de voir un hameau d'un canton peu opulent (des environs de Sens) offrir de lui-même 800 liv. On compte en France environ 40000 paroisses; quand l'une portant l'autre, elles ne s'engageroient qu'à cent écus, ce seroient donc CENT VINGT MILLIONS dont la Caisse pourroit disposer à son ouverture : avec cette base, qui pourroit lui refuser, je ne dis pas du credit mais de la confiance ?

Au reste, le Bureau d'échange n'auroit besoin de secours pour se procurer des fonds que dans le premier moment; la Caisse une fois montée, établie, accréditée, se nourriroit d'elle-même; elle recevroit bientôt au moins autant, & bientôt après bien plus qu'elle n'auroit à reverser : avant que les deux ans de surseance aux demandes fiscales fussent expirés, elle seroit en état de ne plus payer QU'EN ARGENT les arrérages, peut-être même de commencer à éteindre les capitaux, peut-être de contribuer à rendre moins embarrassant le seul Impôt, auquel la sagesse, la justice réduiroient les contributions Nationales. Voici comment la Caisse parviendroit à cette heureuse fécondité.



## SECONDE PARTIE.

*Suite DES DISPOSITIONS concernant la Caisse Nationale.*

**A**RTICLE XV. A la *Caisse*, & à ses *Bureaux* dans tout le royaume seront à l'avenir réunis tous les *Bureaux de consignation*. Toutes les sommes appartenant à des *mineurs*, ou à des *absens*, la valeur de tous les objets contestés, & réalisés en argent, y seront déposées *sans frais*; avec la faculté à tous les propriétaires de les retirer, de même *sans frais*, A VOLONTÉ, quand les dépôts seront volontaires, ou appartenant à des *absens* qui se représenteront, ou à des parties qui se seront accordées, ou à des *mineurs* devenus *majeurs*; ou sur l'expédition d'un JUGEMENT DÉFINITIF, quand la consignation aura été ordonnée par justice.

XVI. A la *Caisse*, ou à ses *Bureaux*, pourront également être déposées dans l'intervalle nécessaire pour les lettres de ratification, toutes les sommes qui entreront dans le prix des acquisitions conclues.

XVII. La *Caisse* paiera pour toutes ces sommes, & en général pour tous les fonds qui pourront lui être confiés, un intérêt de *cinq pour cent* par an, lequel seroit réductible, si par la suite l'intérêt *légal* de l'argent éprouvoit une réduction, & dans le cas où le dépôt auroit duré moins d'un an, l'intérêt sera évalué sur le pied de cette fixation.

XVIII. Les classes inférieures de la société ayant été jusqu'ici négligées d'une manière odieuse, dans toutes les institutions *Civiles* ou *Politiques*, quoique ce soit sur elles qu'aient constamment porté tous les fardeaux de la société; les plus grands efforts de



la charité & de l'humanité n'ayant produit que des *hospitaux*, établissemens respectables par leur objet, mais souvent funestes par leur manutention; établissemens d'ailleurs bornés à offrir une ressource passagere, affligeante même par la situation qui y donne droit; établissemens ouverts *pour les malades*, & dont est bannie presque par-tout en *France* cette maladie incurable, inévitable qui exige le plus de secours, & entraîne le plus de besoins, *la vieillesse*; la *Caisse nationale* sera sur-tout consacrée à réparer cet oubli, ou cette imperfection de toutes les législations. A *Paris*, ou dans tous ses bureaux de *Province*, les *artistes, manouvriers, domestiques*, &c. seront invités, & admis à y consigner *sans frais*, telles & si petites sommes qu'ils jugeront à propos.

XIX. La somme consignée restera pendant *vingt ans* à la Caisse sans produire d'arrérages : mais au bout de ce terme l'intéressé touchera ANNUELLEMENT, le reste de sa vie, au lieu d'arrérages, le CAPITAL même. Ainsi une somme de 30 livres déposée dans le cours de 1790, assurera au créancier vivant une rente *viagere* de 30 livres, à dater du premier Janvier 1811.

XX. On ne pourra être reçu à aucun emploi public sans exception, sans avoir consigné à la Caisse, une somme quelconque dont elle donnera des reconnoissances divisées par actions de 50 livres, & qui ne pourra être de moins d'une action. Il sera en conséquence dressé par ordre de l'Assemblée nationale un tarif, & au moyen de cette consignation, toute espece de droit de Chancellerie, de Communauté, &c. sera éteint, & déclaré *concessionnaire*.

XXI. Le récipiendaire pourra s'appliquer à lui-même, ou à ses enfans, ou parens, ou amis, aisés, la moitié de ces actions, mais il y en aura toujours,

ET DE RIGUEUR la moitié applicable à des *journaliers* ou *artisans* non pourvus de *maîtrises*, ou *domestiques*, &c., au choix du récipiendaire.

XXII. Tout *emploi public* sera soumis à une retenue annuelle de 10 pour 100, de ses émolumens, qui seront aussi versés dans la *Caisse*, avec la même faculté, ou la même obligation que dans l'article ci-dessus ; c'est-à-dire que ces 10 pour 100, seront réputés un fonds déposé par le titulaire pour en jouir conformément aux articles 19 & 20. La moitié pourra appartenir à lui ou aux siens, mais l'autre moitié sera *rigoureusement* applicable à des *journaliers*, &c.

XXIII. Il en sera de même de tout bénéfice simple, ou consistorial, les bénéfices à charge d'*ame* seuls exceptés, c'est-à-dire les *Cures* & *Vicariats* : mais les actions n'en pourront être appliquées qu'à des *journaliers* ou *domestiques*.

XXIV. Il ne sera procédé à la célébration d'aucun mariage sans la représentation d'une quittance de la *Caisse*, datée de huit jours au plus, portant la remise d'une somme à *volonté*, par l'un ou l'autre des *futurs époux*, laquelle ne pourra être au-dessous de 50 livres, & sera employée, appliquée comme ci-dessus.

Seront cependant dispensés de cette loi les *futurs* qui représenteront un certificat de *pauvreté* de leur paroisse.

XXV. La moitié de la somme ci-dessus déposée à la *Caisse* pourra être destinée aux enfans à *naître*, en les désignant par l'ordre de leur naissance : mais s'il arrivoit que les parens ayant déposé par exemple six actions, & en ayant par conséquent trois en propre, les eussent mises sur la tête de trois enfans, une pour chaque, & qu'ils n'eussent eu que deux

enfants, ou un, ils jouiront au bout de vingt ans de la rente destinée à celui, ou à ceux que la Providence leur aura refusés, comme s'ils l'avoient constituée sur leur tête, & des trois rentes, s'ils n'ont point eu d'enfans du tout.

XXVI. Ce droit appartiendra au survivant sans difficulté, & sans autre précaution que de constater par un certificat *de la Paroisse*, au bout des vingt années, le décès de l'autre, & *la non-naissance* des enfans, (car s'il en étoit né qui fussent morts aussi, le droit seroit éteint). mais si à l'expiration des vingt années, les deux époux *survivoient*, ils seront tenus de déclarer s'ils entendent que l'action, ou les actions, soient partagées entre eux, ou s'ils préfèrent de les laisser sur la tête d'un seul, laquelle ils désigneront dans le même acte.

XXVII. Tous les baptêmes d'enfans de personnes *aisées*, c'est-à-dire, qui ne seront pas sur la liste des pauvres de leur paroisse, seront également précédés de la représentation d'une quittance de la Caisse datée de huitaine au plus, & au moins de 50 livres.

XXVIII. Aucun *testament* ne fera valable s'il ne contient le don d'une somme à la *Caisse nationale*; d'au moins 50 livres, avec une application comme ci-dessus; c'est-à-dire, de moitié à un *journalier* ou *domestique*. Les droits d'*insinuation* étant supprimés, cette clause n'en fera qu'un bien léger équivalent: d'ailleurs, le droit de *tester* n'étant qu'une grace accordée aux mourans, & en quelque sorte une injustice faite aux survivans, la société est bien en droit de faire payer sa condescendance à cet égard.

XXIX. Les articles 20, 21, 22 & 23 comprendront sans exception toutes les faveurs, ou toutes les places, même celles à la nomination du Roi; mais de plus, pour parvenir aux *Prélatures*.



ou *Abbayes*, à tous les *grades* éminens dans le militaire, à commencer par celui de *Colonel* dans le service de *Terre*, & de *Capitaine de Vaisseau* dans celui de *Mér*, il faudra prouver que depuis l'âge de 25 ans on a consigné annuellement à la Caisse, au moins DEUX actions *par an* en faveur d'un *journalier* ou *domestique*, &c.

XXX, La même chose sera exigée pour être éligible, & député à l'*Assemblée Nationale*.

XXXI. Dans toutes les paroisses du royaume sans exception, il sera dressé une liste de tous les habitans qu'elles contiennent, avec la désignation de ceux qui seront compris dans les rôles d'*artisans*, *manouvriers*, *domestiques*, susceptibles de l'application des actions ci-dessus; ces rôles seront déposés chez le Curé du lieu, signés de lui & de quatre *Notables* nommés à cet effet tous les ans par la *Communauté*; & ne pourront être admis à recevoir des actions EN DON que ceux qui produiront un certificat extrait de ce rôle, signé du Curé & des quatre *Notables* (1).

XXXII. Une amélioration de fortune dans la suite ne détruiroit pas les droits acquis à des actions appliquées dans le temps en vertu du certificat de *pauvreté*.

XXXIII. Tout *soldat* du jour de son engagement, recevra par an de la caisse, indépendamment de sa paye, une reconnoissance de 30 liv. sans

---

(1) Observez que cette opération donneroit sans frais, & sans embarras, ce résultat si difficile à obtenir, & si intéressant: ce tableau de la *population*, que tous les écrivains politiques, & même tous les administrateurs, ont regardé jusqu'à présent comme une chose impossible.

fournir de fonds ; ce qui continuera pour chaque année de son service , pendant 15 ans , au bout desquels il recevra son congé , & commencera à jouir de 200 liv. de rente qui s'accroîtront successivement jusqu'à 450. liv. auquel terme il n'y aura plus d'augmentation.

XXXIV. Le soldat forcé de se retirer avant ses 15 ans , pour blessures , ou infirmités qui le rendroient *invalide* , recevra dès-lors les rentes auxquelles il se trouvera avoir droit , & qui continueront d'augmenter de même que s'il avoit continué le service , avec la clause cependant que s'il avoit servi moins de dix ans , & qu'il fût estropié , hors d'état de travailler , ou mutilé d'un membre , comme un *œil* , un *bras* , une *jambe* , il jouira dès le moment de sa retraite de 300 livres de rente , susceptibles de l'augmentation annuelle de 30 liv. jusqu'à 450.

XXXV. La peine de la *désertion* à l'avenir ne sera que la privation des droits qui auroient résulté de toutes les années de service antérieur ( 1 ).

---

(1) Tout cet article est rédigé , comme on le voit , non pas d'après la paye actuelle du soldat , mais d'après celle que l'on devroit , & qu'il faudra bien avant peu lui assigner. J'ai parlé ailleurs avec quelque détail de l'injustice énorme , mais en tout sens infiniment dangereuse , commise , quand à la *solde* , envers cette classe redoutable ; ce n'est qu'en exténuant cette solde à un excès odieux & presque ridicule , que les Souverains sont parvenus à pouvoir entretenir des multitudes effrayantes d'hommes armés , sans état , sans patrie , sans liens d'aucune espèce , hors celui qui les dévoue à être les instrumens aveugles d'un despotisme effréné. Si l'on veut en faire vraiment les appuis de la liberté , il n'y a qu'un expédient , c'est d'augmenter leur solde & de diminuer leur nombre.

XXXVI. Dans l'Ordre Civil, tout ouvrier *estropié*, déclaré *invalide* par sa *Communauté* ou *Paroisse* *assemblée*, & sur la tête duquel il n'y aura aucune action, jouira de ce moment de 200 liv. de rente, sa vie durant, s'il est encore jugé capable de quelque travail, & de 300 liv. s'il est reconnu absolument hors d'état de gagner sa vie, comme seroit un *aveugle* ; s'il a des actions sur sa tête il jouira de la rente du moment de son accident ; & si elle n'égalait pas les sommes désignées ci-dessus, l'Etat y suppléera.

XXXVII. Toute veuve chargée de deux enfans ou plus, avec un certificat *de pauvreté* de sa paroisse, & qui n'aura point sur sa tête, ou celle de ses enfans quelque action, jouira de même, d'après le certificat de la paroisse, de 300 livres de revenu : si elle a des actions, la rente en courra du jour de son veuvage ; & si ces actions ne montoient pas à la somme de 300 liv., l'Etat y suppléera.

XXXVIII. Si elle n'a point d'enfans, ou qu'elle n'en ait qu'un, qu'elle ait le certificat *de pauvreté*, *point d'actions*, elle jouira de 200 liv. de rente qui lui seront assignées par la Caisse.

XXXIX. Au rôle à dresser dans chaque paroisse en vertu de l'article XXXI, sera joint l'état des *orphelins* de *pere* & de *mere*, s'il y en a au-dessous de l'âge de 20 ans, & jugés dans le cas de pau-

Le foldat s'estimera davantage, quand son métier ne fera plus le moins estimé de tous : il tiendra à *sa patrie*, quand il se verra inscrit, non-seulement sur le livre du *Corps*, mais sur la liste des *Citoyens*. Voyez à ce sujet les réflexions préliminaires de mes *Annales*, tom. I, pag. 25 de l'ancienne édition, & 29 de la nouvelle.



*vrette* ; il sera pour chacun d'eux assigné par la *Caisse* 50 liv. par an, depuis un an jusqu'à dix, & 100 livres depuis dix jusqu'à vingt, lesquelles seront payées annuellement sur le certificat de vie signé du *Curé* & des quatre *Notables* chargés du rôle des pauvres, au parent ou voisin qui se chargera d'en avoir soin, c'est-à-dire de les entretenir de tout point ; & seront les *Curés* & *Notables* autorisés à surveiller ces parens ou voisins, ainsi que l'*orphelin*, sur lesquels ils auront à cet effet une inspection immédiate.

N. B. Les *enfants trouvés* doivent être compris dans l'article ci-dessus : mais comme ils ne peuvent former un objet de quelque importance que dans les grandes villes, il sera aisé aux municipalités de se concerter à cet égard avec la *Caisse*, c'est-à-dire avec l'*Assemblée Nationale*.

XL. Dans toutes les *paroisses de Ville*, & de *Campagne*, sera tous les ans déterminé, à la pluralité des voix, un genre de *travail public*, auquel pourront être occupés tous les ouvriers sans emploi, moyennant un salaire fixé : le fonds en sera avancé par la paroisse, & remboursé par la *Caisse Nationale*, sur la déclaration du *Curé*, & des quatre *Notables* indiqués par l'Article 31.

XL I. Les maîtres pourront placer sur la tête de leurs *domestiques*, comme sur celle des *journaliers*, les actions dont la Loi leur laissera la disposition ; mais afin de prévenir l'ingratitude qui pourroit être impunie, & en quelque sorte récompensée, si le bienfait étoit irrévocable, quand le domestique ainsi avantagé quittera son maître avant *cinq années* expirées, le maître pourra lui retrancher les trois quarts de l'*action*, ou des actions dont il l'aura gra-

tifié ; & il le pourra sans autres formes que la notification de sa volonté à la Caisse ; si la séparation a lieu avant les dix années révolues, le retranchement pourra être de moitié : si c'est avant quinze ans, il sera seulement d'un quart ; & , dans ces différens cas , le maître sera tenu de disposer des parties ainsi retranchées en faveur d'un autre individu que lui-même, ou ses enfans ; c'est-à-dire, d'un autre manouvrier ou domestique.

XLII. Les rentes provenant des actions *vingtenaires* de la Caisse seront déclarées insaisissables, sous quelque prétexte ce que soit. Les titulaires ne pourront pas même les engager par *anticipation* (1).

XLIII. Chaque semaine, dans tous les bureaux, sans exception, l'état de la recette sera contrôlé, arrêté, & une copie envoyée au bureau général de Paris.

XLIV. Le Bureau de Paris, pendant les deux premières années, disposera de ces fonds, d'abord pour aider le bureau d'échange de tous ceux qui lui seront nécessaires, & ensuite pour racheter avec le surplus, des *effets royaux* sur la place, lesquels seront retirés & brûlés *chaque semaine*, en présence de toute l'Assemblée qui en dressera procès-verbal.

XLV. Comme d'après l'article ci-dessus, & l'opération qui y est indiquée, laquelle ne restera pas, & ne doit pas rester secrète, les *fonds* ne manqueront pas de hausser ; que probablement même ils ne resteroient pas *au pair* en montant, & que peut-

---

(1) Ce sont des *Alimens* : il seroit même à désirer que le paiement pût en être fait de *semaine en semaine*, ou du moins de *mois en mois*. Pour les riches, pour les *capitalistes* la division par *semestre* est indifférente : elle peut même être commode : mais pour les *pauvres* !

être , avec le temps , en viendroient-ils à *gagner* , sur-tout si , comme il est encore probable , l'intérêt de l'argent venoit à souffrir une réduction ; comme en ce cas il ne seroit pas juste que la Nation perdît la *différence* , & qu'elle fit à ses dépens un double bénéfice *aux porteurs* , du moment que ces effets seroient *au pair* , ce n'est plus par le *rachat sur la place* , mais par un remboursement effectif aux titulaires que la libération s'opéreroit. La Caisse fixeroit l'ordre suivant lequel les différens effets seroient ainsi éteints : & alors , en affichant le terme du paiement des derniers arrérages , on prévieroit le public du remboursement , & par conséquent de la nécessité de représenter l'original du titre à la Caisse pour y être retiré avec la *reconnoissance* donnée en vertu de l'article XII.

XLVI. Les deux premières années écoulées , tous les paiemens nationaux continueront également à se faire par l'intervention de la Caisse , comme il a été statué par l'art. IV ; mais ils s'effectueroient alors avec les fonds que fournira *la Nation* , par la voie d'un impôt , ou subside assigné par elle. Et il sera irrémissiblement défendu , sous les peines les plus rigoureuses , aux *Administrateurs* , *Caisiers* , *Commis* , & à tous autres , sans exception , de jamais confondre ces deux emplois. Les fonds provenant *des actions* seront irrévocablement employés au paiement des arrérages , & à l'extinction de la *dette publique* , tant qu'il en existera la moindre trace ; & par un arrêté exprès , déclaré *Loi fondamentale* , il sera défendu même de proposer , même à l'*Assemblée nationale* , avant la libération complète , le moindre emploi , le moindre divertissement de la moindre partie de ces fonds sacrés.

XLVII. Le compte général de *recette & de dé-*



*penſe*, pour cette partie des opérations de la *Caiſſe*, ſera imprimé au moins tous les trois mois, aux frais de la *Caiſſe*, & un exemplaire dépoſé *gratis* dans tous les Hôtels-de-Ville des lieux où il y aura Bureau.

XLVIII. Dans les lieux où il n'y aura point de bureaux, les *Curés* ſeront autorifés à recevoir les ſommes que voudront dépoſer à la *Caiſſe* leurs *Paroiſſiens*; ils en donneront avis au bureau le plus prochain de leurs demeures, où cette recette ſera remiſe; & cette correfpondance ſera *gratuite*, c'eſt-à-dire *franche de port*, par la poſte, en écrivant ſur les lettres, *affaires de la Caiſſe Nationale*.

---

Voilà le fond du ſyſtème: il y auroit peut-être des précautions à prendre, des modifications à chercher, pour aſſurer l'ordre des *correfpondances*, la régularité des *comptes*, &c. (1), ces acceſſoires

---

(1) Par exemple, il ſeroit a-peu-près impoſſible, dans les grandes Villes ſur-tout, que les Bureaux puſſent être ouverts à toutes les heures, pour y recevoir, & enregiſtrer les petites épargnes journalières que chaque manouvrier, &c. pourroit vouloir y conſigner. Cependant il ſeroit dangereux qu'ils n'euffent pas la facilité de la conſignation au moment où ils en auroient le pouvoir. Mais on pourroit approprier ici à une opération bienfaifante l'expédient imaginé pour rendre plus fructueuſes à leurs dépens, l'eſcroquerie des *Loteries*, & l'extorſion des *regrats*.

On pourroit multiplier de petits *dépôts* particuliers. Les maîtres pourroient être chargés de faire la retenue déſirée par l'ouvrier, & compter chaque ſemaine, ou chaque mois du produit de leur atelier. Les états *imprimés* empêcheroient

seront aisément trouvés, & déterminés par des esprits plus instruits que moi & à qui ils seront plus familiers : mais tous les arrangemens une fois pris, la Caisse une fois *inaugurée*, s'il est permis d'employer ce terme, dans la capitale & les provinces, avec la *sanction Royale*, ce seroit, j'ose le dire, l'établissement le plus favorable AU PEUPLE, qui ait jamais eu lieu, la source de prospérité la plus assurée qui ait jamais été ouverte.

On ne m'objectera pas sans doute que c'est le vieux plan d'une Banque de *Venise*, regardé comme une chimère par bien des personnes. Si c'est un vieux plan, il faut le rajeunir pour le bonheur de la nation ; si jusqu'ici c'étoit une chimère, il faut la réaliser puisque rien n'est plus facile, & qu'elle ne peut produire que des effets avantageux.

D'abord, comme je l'ai promis, le fardeau de la dette publique deviendrait insensible. En supposant que pour donner à la Caisse une assiette solide, pour préparer tous les arrangemens nécessaires à la consistance, il fallût consumer les deux ans où la nation sera pour ainsi dire en *vacances*, sans que ses créanciers soient en deuil, on peut se flatter qu'à l'expiration de ce terme, les rentrées journalières de la Caisse, en argent, seroient pour le moins équivalentes aux arrérages qu'elle auroit à payer.

Nous avons supposé 800 millions de dépense annuelle, parce que nous sommes partis du désordre dévorant qui a jusqu'ici plutôt absorbé qu'employé les revenus nationaux : mais les intérêts de la dette

---

roient toutes les espèces de désordres, ou de négligences ; seulement il faudroit que les difficultés, s'il y en avoit, fussent jugées sommairement, sans frais, & sans appel, & la recette faite également sans frais.

ne montent guère dans cette énorme masse qu'au quart; en supposant  $\frac{1}{8}$  pour les honoraires des Curés, les offices supprimés, &c. ce seroient 300 millions pour les deux parties: & qui doute que la Caisse ne les reçoive & au-delà? Vingt-quatre millions d'hommes qui y consigneront chacun, l'un portant l'autre, UN SOL par jour, ou 18 francs par an, produiroient plus de 432 millions.

Il y a, il est vrai, des enfans, des femmes indigentes, des vieillards infirmes, des manouvriers robustes même, qui, dans l'état actuel des choses, ne pourroient faire à leur bien-être futur ce léger sacrifice. Mais aussi, ce n'est pas à l'indigence seule que j'ai présenté ce tableau: il ne seroit propre qu'à augmenter son désespoir en lui montrant un bonheur si prochain avec l'impossibilité pour elle d'y atteindre. Les précautions que j'ai prises associent l'opulence à des efforts dont le pauvre sur-tout doit recueillir le fruit.

Sans doute dans les classes aisées il se trouvera une infinité d'ames capables de faire le bien d'elles-mêmes, & pour le seul plaisir de l'avoir fait. Aux droits Seigneuriaux qui vont s'évanouir, succédera une autre espece de vassalité plus respectable, plus douce, & précisément opposée: dans la barbarie féodale c'étoient les vassaux qui faisoient à leurs dépens la richesse de leurs Seigneurs; ici ce sont les Seigneurs, & en général les propriétaires qui assureront l'aisance de leurs vassaux.

Quand, ce qui n'est ni croyable, ni possible, toute espece de générosité seroit éteinte dans la nation; quand il ne se trouveroit sur les vingt-cinq mille lieues quarrées de surface qu'elle occupe, que des cœurs insensibles, incapables d'eux-mêmes de concourir à un acte de bienfaisance, d'ailleurs si peu



onéreux, les précautions que j'ai prises, la condition imposée aux mariages, aux baptêmes, aux testamens, à la prise de possession, à la possession même de toutes les charges, de tous les emplois, de toutes les grâces, &c. tiendroient lieu de vertu aux cœurs durs. On consignerait à la Caisse par politique, si ce n'étoit par humanité.

Dira-t-on que cette contrainte est odieuse, & gênante? Elle le seroit bien moins assurément que ces droits si tyranniques, si arbitraires de contrôles, d'insinuation, ou de centieme denier; que ces casuels, ou honoraires si honteux quelquefois, toujours si désagréables à payer aux Curés, aux Sacristes, aux Notaires, aux Greffes, &c. que toutes ces mangeries attachées dans l'état actuel des choses à toutes les actions même les plus indifférentes de la vie.

L'obligation de consigner au moins 50 liv. à la Caisse avant d'épouser votre maîtresse, ou de conférer le caractère de citoyen à votre enfant; ou de rendre les derniers devoirs à vos parens; la faculté par conséquent d'associer à votre joie, ou à votre douleur des infortunés pour qui ce partage dans les deux cas sera un bienfait qui vous assurera leur reconnaissance, est-elle donc comparable aux contraintes de la Gabelle, aux vexations du Tabac, des Aides, à celles de la Taille, & du Pied Fourchu, & des Courtiers Jaugeurs, & des milliers de rapines fiscales, dont la seule nomenclature seroit un volume aussi abominable que ridicule?

Cette contrainte si douce, ou plutôt cette invitation paternelle d'appeler le pauvre, non pas seulement comme témoin jaloux & désespéré, mais comme acteur intéressé & content, à toutes les fêtes de l'opulence, peut-elle être confondue avec ces anciennes exactions toujours commises au nom du

Roi, & par lesquelles devenoit si terrible un nom qu'il auroit fallu ne rendre que respectable & cher? Peut-on douter que dans un pays tel que la France, où l'on compte par an plus de 300,000 mariages, près d'un million de naissances, à peu près autant de décès; où la classe mal-aisée est, il est vrai, jusqu'ici très-nombreuse & très-malheureuse, mais où il y a cependant dans les classes moyennes une aisance très-étendue, ces canaux multipliés pour des actes d'une bienfaisance si peu à charge, ne rendissent à la Caisse plusieurs centaines de millions?

« Mais le terme de vingt années sans toucher d'arrérages, ne paroîtra-t-il pas trop long? Ce bonheur placé à une si grande distance, ne semblera-t-il pas aux calculateurs, trop fugitif, trop inaccessible en quelque sorte pour les flatter, & l'idée du nombre d'actionnaires qui nécessairement mourront avant d'avoir atteint ce terme, ne suffira-t-il pas pour les dégoûter tous d'entrer dans la carrière? »

Cette difficulté n'est pas sans vraisemblance; mais d'abord, comme on le voit, je ne m'en suis pas tout à fait remis à l'arbitrage des bienfaiteurs que je voudrois procurer au PEUPLE, & à la Nation. Les articles XX, XXI, XXII, XXIII, XXIV, &c. exigent, & ne consultent pas.

Mais ensuite je n'ai pas prétendu offrir ici aux actionnaires opulens ce que l'on appelle une spéculation lucrative: j'ai voulu leur fournir un moyen simple & facile de faire du bien à la partie DU PEUPLE si précieuse & si peu prisée jusqu'ici de la société, d'en faire à la Nation en général, d'en faire à eux-mêmes, & indirectement & directement, par la faculté de réserver sur leurs têtes, ou sur celles des leurs, une partie de la contribution douce & insensible à laquelle ils seront taxés. Pour eux l'attente

de vingt ans n'est pas onéreuse : ce n'est qu'un superflu qu'ils y sacrifieront, & ils en seront dédommagés avec une prodigieuse usure, s'ils arrivent au terme où commencera le paiement des arrérages.

Quant à ceux pour qui la propriété des actions sera gratuite, quant à tous ces infortunés qui ne le seront plus, le délai de *vingt ans* est encore moins une charge pour eux : s'ils viennent à mourir dans cet intervalle, ni eux ni leurs familles n'ont rien perdu, puisque les fonds sur lesquels portoient leurs espérances, leur sont étrangers ; & s'ils passent le terme fatal, quel changement dans leur situation !

C'est un billet de loterie dont on leur fait présent : s'il ne *sort* pas, il ne coûte rien : s'il *sort*, le repos du reste de leur vie est assuré. Pour eux le risque est nul, & le gain si la chance est heureuse, devient prodigieux (1).

(1) Ce mot m'avertit de faire observer que les *Loteries*, ces traquenards infernaux, si l'on peut ainsi parler, tendus à la crédulité du peuple, auxquels l'espérance sert d'amorce, & qui sont servir cette dernière consolation du misérable à combier la misère humaine ; ces inventions destructrices des mœurs, du bon ordre dans les classes où l'ordre & les mœurs sont le plus nécessaires, qui ont, comme les *finances* corrompu jusqu'à la loi, & abusé de ce nom si saint pour sanctionner des Codes de filoux : les *Loteries* sont au nombre des objets dont la suppression est indiquée ci-devant page 22. Il est inconcevable qu'elles ne soient pas encore reformées, sur-tout depuis qu'un Prélat illustre (M. l'Evêque d'*unin*), a exprimé avec autant d'éloquence que de clarté le vœu de tous les honnêtes gens à cet égard.

Si j'applique ce nom funeste à l'opération dont il s'agit



J'aurois voulu trouver un terme plus court, qui pût rapprocher les jouissances, & accélérer l'aisance populaire, comme la libération nationale; je n'ai trouvé que celui de *vingt ans* qui me parût convenir à tous les intéressés. Il n'est réellement pas trop long, sur-tout au moyen de toutes les modifications que j'y ai apportées pour les *soldats*, pour les *invalides militaires*, ou *civils*, pour les *veuves*, pour les *orphelins*. Il n'est pas excessif, même pour les actionnaires qui le seront devenus à *titre onéreux*, pour les ouvriers, ou *domestiques sages*, qui n'ayant point trouvé de bienfaiteurs compatissans, auront eu le courage d'être eux-mêmes les artisans de leur petite fortune future.

Qu'à vingt ans un homme de cette classe ait la résolution de prendre tous les-jours constamment *deux sols* sur sa solde journalière, il aura consigné à la Caisse 36 francs par an. A quarante ans il aura trente-six liv. de rente qui croîtront sans interruption; & à 60 ans il en aura 720 assurées pour le reste de ses jours.

Quelques instans de bonne humeur du patron, un mouvement de sensibilité d'une *pratique* bien servie, un retour réfléchi de son maître, ou de quelqu'autre personne, témoin de sa régularité, de son exactitude,

ici, c'est pour l'épurer : les autres Loteries introduisent dans les Familles une prodigalité folle, une confiance illusoire, & ruineuse, la rupture de tous les liens, l'oubli de toutes les vertus; celle-ci resserrera tous les nœuds, rendra les vertus chères, & même indispensables : elle rendra à l'espérance sa véritable destination, sa véritable utilité, qui est d'adoucir le dénuement présent, par la perspective d'une meilleure fortune à venir.

de sa laborieuse vigilance, suffiront pour tiercer, pour doubler cette somme & cette rente. On donne aujourd'hui à des ouvriers dont on est satisfait des *pour-boire* presque toujours scrupuleusement employés à la destination que leur nom désigne, & qui nuisent doublement, en ce qu'ils font une espèce d'encouragement à la débauche, & un moyen de se livrer à un genre de plaisir qui y conduit. Alors on donneroit des *pour caisse* qui seroient une exhortation à la sobriété.

L'artisan devenu ainsi *actionnaire* attendra vingt ans ! oui, mais à ce terme il trouvera le repos & le bonheur. Aujourd'hui il *attend* toute sa vie, & elle se termine dans la fange, dans le désespoir, dans l'ignominie, tristes appanages de l'hôpital où il va définitivement s'engloutir, quand il peut être reçu dans un hôpital ; & combien de malheureux n'ont pas même à la fin de leurs jours cette désolante consolation !

Enfin si l'on trouvoit que cet artisan sage, & laborieux tout-à-la-fois, pouvant mourir dans cet espace si long, à l'instant même d'en atteindre le terme, cette économie si prodigieuse en quelque sorte, qu'il aura faite sur ses premières nécessités, cet argent pris sur ses premiers besoins étant perdu pour lui, & pour sa famille ; la probabilité de franchir l'intervalle assigné entre le sacrifice réel qu'il fait à l'espérance, & sa réalisation, n'est pas proportionnée au risque, à l'importance pour lui de l'objet qu'il hazarde ; j'observerai que la proportion est plus que rétablie par la certitude que sa veuve & ses enfans ne seront pas abandonnés ; qu'ils jouiront d'une partie de ces fruits dont la mort l'aura privé ; que lui même, s'il n'éprouve qu'un accident, il verra sa jouissance accélérée ; que par conséquent il a plusieurs chances fortunées, contre une seule de défavorable.

» Mais à force de rendre bonne la situation des *Actionnaires*, celle de la *Caisse* ne deviendra-t-elle pas effrayante ? Pendant vingt ans, elle aura existé dans la plus parfaite quiétude : soit. Recevant toujours, n'acquittant que des *intérêts*, ne remboursant les dettes publiques que par portion, & qu'en proportion de ses rentrées, elle sera très-précieuse aux créanciers de l'Etat, sans être importunée par les siens.

» Mais enfin arrivera le terme où il faudra que ses coffres s'ouvrent pour un double paiement, & comment y suffira-t-elle ? Tous les *Capitaux* reçus *une fois* pendant cet espace, ou au moins la plus grande partie, deviendront autant de *fonds* à fournir, à restituer *annuellement*. Ne sera-t-elle pas écrasée sous ce poids énorme qui ira toujours en croissant ? »

Ce sujet d'alarmes est imposant, mais il n'a pas plus de réalité que les autres. Toutes les actions dont il s'agit sont *viageres* ; d'après un calcul affligeant, mais vrai, mais qui ne doit pas paroître ici plus funebre qu'il ne l'étoit dans les *tontines*, & dans les autres emplois du même genre, dans les vingt années une partie considérable des créanciers sera *éteinte*. Dans les années suivantes les extinctions seront toujours graduelles, toujours proportionnées pour le moins à l'accroissement de la charge.

On ne fait attention qu'au fortuné *sexagenaire* qui commencera à recueillir en entier la moisson dont il aura semé les premiers grains quarante ans auparavant : on ne prend pas garde qu'elle est composée des épis provenant de vingt de ses camarades qui n'ont pas eu le bonheur d'en voir la maturité. La *Caisse* ne fait réellement que les distribuer au bout de la course à ceux qui atteignent ce terme : ce ter-



me, c'est un dépôt dont elle fait le partage : ce n'est pas une production qui l'épuise.

De plus, les rentrées annuelles se renouvelleront, se succéderont sans cesse ; la Caisse recevra d'une main ce qu'elle payera de l'autre. La circulation journalière seule suffiroit à ses paiemens, quand les 20 années écoulées sans dépense ne lui feroient pas un fonds presque inaltérable ; elle recevra même plus qu'elle ne payera.

Supposons qu'elle soit ouverte du premier Janvier 1790. Supposons que dans le courant de l'année elle n'ait reçu que 200 millions, j'ose croire que c'est peu, que cette estimation se trouvera fort au-dessous de la réalité : mais enfin, d'après une estimation peut-être également trop faible dans un autre sens, c'est beaucoup si le 1 Janvier 1811, jour de la première échéance, il existe la moitié des créanciers ; elle n'aura donc que 100 millions à payer dans le cours de cette année ; la moitié de la recette courante restera donc encore dans ses coffres.

A la vérité, en 1812 elle en aura 200 à payer si en 1791 la recette a été la même : mais dans cette année de 1812, elle recevra également 200 millions ; les 100 restés de l'année précédente seront donc encore libres.

En 1813 elle aura 300 millions à payer : elle n'en recevra que 200 : elle fera au pair. Ce n'est donc qu'en 1814 qu'elle commenceroit à se trouver au-dessous de sa recette ; mais j'ai supposé aussi que dans ces quatre années il n'y auroit eu aucun changement dans l'état des créanciers ; que de ces têtes presque toutes *sexagénaires* il n'en seroit disparu aucune ; ce qui ne peut pas être (1) : les arrêts de la nature

---

(1) On dira peut-être que d'après la facilité donnée

exécutés sans bruit , mais avec une régularité inaltérable , suffiront pour maintenir long-temps l'équilibre entre les *rentrées* & les *sorties* d'espèces ; cet équilibre sera encore prolongé par les *consignations* , par toutes les espèces de dépôts indiqués par les articles XV & XVI : & quand il se trouveroit un terme où les premières seroient en effet insuffisantes, la nation seroit-elle grevée par la nécessité d'y suppléer ?

Qu'on y songe donc : la *Caisse* , ou plutôt les *Actionnaires* pendant vingt ans l'ont débarrassée annuellement de DEUX CENS MILLIONS d'*arrérages* de sa dette , qu'ils ont fournis pour elle : c'est donc un capital effectif de QUATRE MILLIARDS au moins dont elle leur est redevable. Quand elle s'imposeroit à cette époque l'obligation de porter à la *Caisse* un supplément annuel de 200 millions pour subvenir aux nouveaux *arrérages* dont les capitaux l'ont si long temps soulagée des anciens, elle ne seroit qu'une opération juste , indispensable.

Quand même il n'y auroit eu aucune partie de l'ancienne dette de liquidée , quand les 200 millions seroient purement & simplement un surcroît dont il faudroit qu'elle se chargeât à l'avenir , ce seroit , j'ose le dire , encore un bénéfice pour elle plutôt qu'une charge : en payant une dette , puisqu'enfin les fonds

---

aux *orphelins* , aux *soldats* , aux *veuves* , aux enfans mêmes des *aîsés* qui pourront devenir actionnaires au moment du *baptême* , il se trouvera & en grand nombre , des rentiers non *sexagénaires*. Cela est vrai , mais loin que cette considération soit une raison contre mon projet , elle en fournit plusieurs en sa faveur : je ne m'arrête point à les développer , parce que je ne puis pas tout dire ; il n'y a point de lecteur intelligent qui ne doive les pressentir.

en auroient été réellement fournis, elle assurerait d'une manière inaltérable le repos, le bonheur de toutes les classes de ses enfans.

Et comme ce ne seroit qu'au bout de *vingt ans* de franchise, de restauration, que cet accroissement surviendrait, comme il auroit été prévu; que les sources de prospérité multipliées par le renouvellement de l'industrie, du commerce, des arts, de l'agriculture, auroient donné au Corps Politique une vigueur qu'il n'a pas connue jusqu'ici, sans doute il supporterait sans peine ce fardeau qui après tout ne seroit qu'un vrai soulagement pour lui.

On sera effrayé de ce nombre de *veuves*, d'*orphelins*, d'*invalides*, de *soldats*, ou autres, que l'État sera obligé de *pensionner* dès le premier instant; de ces *travaux publics* à ouvrir, à assigner par-tout, à l'ouverture de la *Caisse*; car je voudrois qu'il n'y eût pas un instant de délai: & qu'en la disposant à recevoir de l'argent du *peuple* on en fit sortir pour arrêter les larmes: or ces dépenses là, dira-t-on, seront énormes: où en trouver les fonds dans la détresse actuelle?

Quand ils exigeroient un effort aussi grand qu'on pourroit d'abord le croire, ce n'est pas là ce qui m'inspireroit de la terreur: ce qui m'effraye, c'est l'abandon criminel où sont restés jusqu'à présent ces êtres si nécessaires, & si malheureux, dont les services sont si utiles, & les personnes si cruellement oubliées. Depuis que j'ai pris la plume. je n'ai pas cessé un instant de réclamer en leur faveur. J'ai prouvé (1) que leur prétendue liberté n'avoit été jusqu'ici qu'un piège préparé par l'opulence pour s'assurer à meilleur marché des fruits de

---

(1) Dans la *théorie des Loix*, dans les *Annales* & leurs.



leur vigueur, & se débarrasser du soin de leur caducité

Les pauvres qui ne lisent point, ont ignoré ce que je voulois faire pour eux : les riches à qui leur erreur étoit précieuse, se sont alarmés, indignés contre la vérité, & contre celui qui osoit la prêcher : on m'a injurié, on m'a calomnié, on a dit, on a fait croire que *Parmi des indigens*, leur véritable défenseur étoit l'*ennemi de la Liberté*.

Des intérêts particuliers peuvent empêcher qu'on ne répare cette injustice, & tant d'autres commises envers un simple particulier : mais l'intérêt public, l' sûreté publique, l'honneur public exigent que l'on hâte de mettre fin à la misère injuste, réfléchie, & menaçante, qui accable un million de familles précieuses. Vous nourrissez dans la vieillesse le chien qui a gardé quinze ans votre maison avec fidélité : je ne vous en blâme pas ; mais osez-vous répugner à un plan, à une opération qui, fût-elle aussi dispendieuse qu'on pourroit d'abord l'imaginer, prépare un lit dans ses derniers jours à la classe qui vous a servi ; qui donne du pain à celle qui vous servira ; qui offre une autre perspective que le fumier des *hospitiaux*, & l'ignominie de la *mendicité*, au soldat mutilé en vous défendant, à l'artisan estropié dans la construction de vos délicieuses retraites ?

Vous tremblez de contracter cette charge ! Mais sera-t-elle donc aussi onéreuse *dans le fait*, qu'elle est juste, qu'elle est nécessaire, qu'elle est exigible *dans le droit* ? Quand les rôles du premier moment vous indiqueroient dans la totalité du Royaume 50,000 veuves, 100,000 orphelins, 100,000 invalides CIVILS, 10,000 invalides MILITAIRES, ce seroit donc en prenant le terme moyen entre les plus fortes pensions & les moindres ;

|                               |                 |
|-------------------------------|-----------------|
| Pour les 50,000 veuves. . . . | 12,500,000 liv. |
| 100,000 orphelins. . .        | 7,500,000       |
| 100,000 inval. civils. .      | 25,000,000      |
| 10,000 inval. milit. (1)      | 3,000,000       |

---

Ce font donc au plus . . . . 48,000,000

Quand il faudroit en ajouter pour

les travaux publics. . . . . 24,000,000

C'en seroient au plus 72, susceptibles d'un accroissement très-peu onéreux, puisque chaque année emporterait de ces *infirmes*, de ces *veuves*, de ces *orphelins*, &c. à peu-près autant qu'elle en produiroit : mais enfin, est ce donc là une charge pour l'Etat ? En la portant au plus haut, cette solde, si bien gagnée d'avance, coûteroit à peine cent millions par an.

Mais la construction de *Marly*, mais celle de *Versailles*, mais la guerre folle de la *succession*, mais la guerre injuste de 1742, mais la guerre honteuse de 1756, mais la guerre, que la postérité appréciera, de 1778, ont toutes, & chacune, absorbé

---

(1) J'en compte environ 3000 vraiment *esropiés*, ou *exagénaires*, qui seroient sur-le-champ mis à la pension de 450 liv. : 3000, à celle de 300 ; & environ 4000 à celle de 200 : ces deux dernières, susceptibles, comme je l'ai dit, de l'augmentation annuelle. Alors on pourroit rendre la liberté à tous ces respectables vétérans, pour qui leur magnifique hôtel est aujourd'hui plutôt une prison qu'une retraite. Alors cet hôtel pourroit être appliqué à une autre destination : il pourroit, par exemple, devenir celui de l'*Assemblée nationale*, qu'on ne se propose pas sans doute de tenir perpétuellement exilée à *Versailles*.

plus que le capital de cette somme , dont on ne vous demande que les *intérêts*. Et au nom de qui vous les demande-t-on ? Au nom des créanciers les plus légitimes , sans doute , que vous ayez.

Ceux que la Nation vient de prendre sous la sauve-garde de sa *loyauté* , n'ont prêté que de l'argent , & un argent superflu pour la plupart : ceux en faveur desquels je sollicite , vous ont donné leurs bras , leur jeunesse , leur santé. De toutes les jouissances que leur accordoit la nature , comme à vous , ils n'ont connu que celles qui tendoient à augmenter les vôtres.

Par quelle fatalité faut-il qu'en *politique* le mal se commette , & que le bien se rejette , presque toujours également sans réflexion , & sur le *premier aperçu* ? Depuis deux siècles sur-tout il n'y a presque point de pays en *Europe* où les charges de la partie indigente des peuples n'aient été augmentées annuellement par *millions* , par CENTAINES de *millions* : elle est livrée à un virement éternel & abominable d'*Impôts* , d'*Emprunts* , de *Loteries* , &c. je vois par - tout les Gouvernemens se disputer à qui imaginera des ventouses plus actives pour lui sucer les dernières gouttes de son sang , mais pas une pour lui en rendre.

Et d'où vient cet oubli pour ces classes si nombreuses , si utiles , dont on se souvient si efficacement quand il s'agit de les pressurer ? Pourquoi aucune *Nation* jusqu'ici , sans en excepter les *Anglais* , n'a-t-elle fait de leur soulagement l'objet de ses institutions ? Parce que par tout les Législateurs ont été pris dans la classe des *aisés* ; parce que souvent dans les assemblées on est plus occupé du plaisir de faire parler de soi , que de parler pour le *pauvre* ; parce qu'on ambitionne souvent plutôt la gloire de bien



dire, que celle de lui faire du bien; parce que dans toutes les *sociétés* cette partie du *peuple* n'a point de plan, n'a point de chefs, ou que si elle en a, elle en est bientôt trahie, ou ne tarde pas à s'en dégoûter; il est presque toujours aussi dangereux de la servir sincèrement que de lui déplaire; aujourd'hui elle met en pièces ses tyrans, & demain elle laissera déchirer ses défenseurs: elle boit le sang des *Foulon*, en haine de ce qu'elle appelle l'*Aristocratie*, & verra bientôt après, sans s'émouvoir, les *Aristocrates* s'enivrer de celui des *Gracches*.

Cependant il y auroit de l'injustice à ne pas rendre ici justice à une Administration qui exécute en partie d'elle-même ce que je propose ici: c'est la République de *Berne*. Elle distribue tous les ans, par l'entremise de ses *Baillis*, des *pensions* aux ouvriers devenus infirmes par maladie, ou par accident: tous les malheureux hors d'état de pourvoir par le travail à leur subsistance, peuvent adresser des Mémoires à l'*Etat*, & les demandes de ce genre sont rarement rejetées.

Mais je ne cite cet exemple, que pour prouver que je ne propose pas une chose impossible. Ces concessions à *Berne* ne dérivent pas d'une Loi: c'est une grâce que le Souverain accorde: ici je voudrois que ce fût un droit exercé par le pauvre; droit d'autant plus sacré dans mon plan, qu'il les payeroit par des avances même *pécuniaires*; il se conformeroit par-là au système fâcheux, mais inséparable de l'essence même des sociétés, où les classes aisées recevant tout de la classe indigente, ne lui rendent rien qu'elle ne l'ait regagné.

A quelque somme que pût monter l'établissement dont il s'agit, il n'est pas au-dessus des forces d'une grande Nation; c'est l'expérience seule qui peut

fournir des renseignemens certains à cet égard. Ce que je voulois seulement prouver, & ce qui est évident, c'est que par l'établissement de ma *Caisse*, & de ses *billets*, la Nation s'assure, 1°. une franchise absolue de *deux ans* pour respirer, pour sonder sans inquiétude, sans distraction, toutes ses blessures, pour faire repasser sous ses yeux, & constater, à *un sol près*, tous ses engagemens *fiscaux*; opération indispensable, opération qui semble très aisée, & qui cependant doit souffrir de bien grandes difficultés, puisqu'après tant de *comptes rendus* depuis quelques années, nous n'avons pas même encore un *aperçu de compte exact* (1). Il faudra bien que celui de la *Caisse* soit fidèle.

2°. A la franchise absolue des deux premières années, succédera pour la nation une époque moins libre, mais où du moins elle ne sera assujettie qu'à des impôts équitables, proportionnés probablement même à *un seul*. L'état de ses dépenses une fois sorti de ce cahos ténébreux qui le rendoit si dévorant, les assignations une fois authentiquement déterminées,

---

(1) C'est une chose inconcevable que tout ce qui s'appelle *dénombrement*, en tout genre, soit une opération à-peu-près impraticable, dès qu'on y veut procéder au nom *du public* & pour *le public*; qu'une grande Nation ne puisse parvenir à savoir, même à-peu-près, ni combien elle comprend d'individus, ni ce qu'elle doit d'argent, ni ce qu'elle en paye; NI CE QU'ELLE EN PAYE !

Et cette inexplicable obscurité est à l'*actif* comme au *passif*: elle enveloppe la recette, comme la dépense: la Nation n'a pas encore un inventaire plus juste de ce qui sort de ses poches, que de ce qui entre dans celles de ses créanciers.

il fera très-facile de voir ce qu'elle aura à fournir pour y subvenir.

Les arrérages de la dette n'y étant pas compris pendant cette seconde époque, pendant les *vingt années* où les *actions* s'accumuleront, & seront consacrées à cet emploi, elle n'aura donc à payer que l'entretien du *Roi*, celui de l'*Armée* tant de terre que de *mer*, & les frais généraux de l'administration : tous ces objets seront connus : ils ne pourront être énormes dès qu'ils seront soumis à un ordre invariable, à une révision rigoureuse. L'*Impôt Territorial* sur les campagnes seul, avec le *Toisé* des villes, comme je l'ai proposé il y a trois ans, suffiroit & au-delà (1).

(1) Cette idée d'un impôt *Territorial*, en *NATURE*, a excité des critiques sans nombre; je n'en ai pas vu une seule de raisonnable. La plus spécieuse, au moins celle qui a paru frapper plus vivement les *causeurs*, raisonnans ou déraisonnans, c'est que cet impôt *enlevoit au Cultivateur une partie de ses rentrées*. Mais que sa contribution au *fisc* soit soldée en *grains* ou en *argent*, certainement quant au fonds du sacrifice c'est bien la même chose pour lui : ce n'est que dans les accessoires qu'il y a de la différence, & elle est toute à l'avantage du cultivateur quand il paye *en nature* ; c'est ce que j'ai démontré dans mon écrit intitulé de l'IMPÔT TERRITORIAL.

Elle est aussi à l'avantage DU PEUPLE qui est toujours l'objet de mes soins & de mes réclamations. Cette méthode, comme je l'ai aussi fait voir, donneroit un moyen aisé d'avoir non-seulement dans toutes les *Villes*, mais dans tous les *Villages*, dans tous les *Hameaux*, un *Magasin DE BLE* toujours subsistant, & par conséquent de prévenir à jamais moins les *disettes* réelles qui sont très-



3°. Après les *vingt-deux ans* révolus commenceroit une autre ère, qui pourroit exiger de nouveaux arrangemens, puisque l'Etat se trouveroit avoir deux ordres de créanciers, ceux du temps de l'anarchie qu'il auroit eu la générosité de regarder comme les siens, & ceux du temps de la restauration qui y auroient contribué par leur confiance.

Mais il est plus que probable que les premiers seroient déjà infiniment réduits par les remboursemens de la *Caisse*. Je ne puis croire qu'avec tous les canaux que nous lui avons ouverts, ses recettes ne se trouvassent qu'égales aux arrérages annuels de l'ancienne dette : & combien la libération dans cette partie pourroit être accélérée ! Combien la nation a, elle-même, & dans elle-même, de ressources, de propriétés dont elle peut disposer, pour écarter à jamais de ses fastes l'*infâme mot* de BANQUEROUTE & le désastreux mot d'EMPRUNTS !

Je ne parle pas de la vente des biens *ecclesiastiques*, spéculation proposée à l'*Assemblée nationale*, & qui y a trouvé des partisans : je ne fais de combien ceux qui l'ont si compendieusement développée,

rares, que les manœuvres du *Monopole*, très-fréquentes & très-efficaces, comme on le voit depuis un an. Par ce seul expédient le prix du *bled* pourroit devenir fixe, invariable ; & c'est le seul qui puisse produire cet effet, sans lequel la société ne fera jamais comme elle l'est, sur-tout depuis trois siècles, qu'un brigandage exercé par le riche contre le pauvre, & soutenu à force ouverte par les *Ma-rechauffées*, &c. mais réprimé quelquefois par la même voie, par des insurrections *populaires*, plus affligeantes que blâmables, comme nous ne cessons d'en voir depuis trois mois.

& si chaudement soutenue, la trouvent différente d'une BANQUEROUTE : il me semble qu'aux yeux de l'homme impartial elle n'a que la violence ouverte de plus ; au fond elle est aussi injuste, elle n'est pas moins odieuse.

Si la *loyauté Française* est à l'avenir une égide sacrée pour les créanciers de l'État qui le sont devenus sans l'aveu de la Nation, & d'après des sûretés très illégales, au moins dans la forme, doit-elle se permettre un pillage scandaleux contre des propriétaires de bonne foi, qui comptent des siècles de possession, dont les titres sont dans la forme la plus régulière ? Quand on voudroit éteindre les corps usufruitiers des biens de l'*Eglise*, quand on se flatteroit par là d'éteindre en même temps leurs droits, est-il bien sûr que par cela seul ils seroient transmis à la Nation ?

Ces droits dérivent des présens offerts à l'*Eglise*, des dons faits aux Couvens, &c. La Nation ne pourroit prétendre à les recueillir que comme des espèces d'*Epaves*, c'est-à-dire, dans le cas où il n'existeroit plus aucun rejetton des familles des donateurs : ce sont celles-ci sans contredit qui se trouveroient substituées aux Couvens renversés, aux Eglises détruites.

Et d'ailleurs le peu de profit qui a résulté en général de toutes ces démolitions, la volatilité de ces débris, dès qu'ils changent d'emploi, doivent bien dégouter des législateurs sensés de céder à la tentation de se les approprier. Je l'ai déjà observé dans mes *Annales*, le plus grand usurpateur des biens ecclésiastiques, l'abominable *Henri VIII*, a fait *Banqueroute* deux fois en sa vie ; après avoir vécu sans gloire, assassin de ses femmes, & de ses sujets, n'ayant jamais fait la guerre qu'avec des bourreaux, il est

péri d'une mort prématurée, presque violente, étouffé à 52 ans par un embonpoint provenu d'une plénitude de crimes plutôt que d'une constitution défectueuse.

Quoi qu'il en soit, au défaut de cette ressource inique & dangereuse, la Nation en a mille de salutaires, qui ne blessent point l'équité. L'aliénation des *Domaines*, par exemple, réuniroit tous les avantages, & pas un inconvénient. Je n'entends personne l'indiquer, & cependant elle est presque inépuisable; qu'on en juge par la seule partie des BOIS.

M. Necker dans son *compte rendu de 1781* (1) la porte « à UN MILLION D'ARPENS, indépendamment de » *ceux situés dans les appanages, & de ceux qui sont* » *affectés AUX SALINES & aux USINES* ». Comme ils sont *dégradés*, de même que tout ce qui appartient au Roi, de même que le seroit bientôt ce qui appartiendrait à la Nation par une propriété individuelle, il se peut qu'ils n'aient pas la valeur des belles futaies, bien conservées : mais dans leur état actuel même, au prix où sont les bois, on ne peut les estimer à moins de 2000 liv. l'arpent; ce seroit donc de cet article seul une rentrée de DEUX MILLIARDS, & l'extinction de la moitié de la dette Nationale au moins.

Et de quelle augmentation ne seroit pas susceptible le produit de cette vente, si la suppression absolue de la *Gabelle* permettoit de consacrer au même emploi le reste de cette denrée si précieuse affectée aux SALINES, c'est-à-dire, à ces laboratoires destructeurs qui copient si imparfaitement, & à si grands frais la grande fabrique de *Sel* que la nature.

---

(1) Edition du Louvre, in-4°. page 53.



exploite en se jouant sur nos rivages ! Que le commerce du *Sel de mer* soit absolument libre, il n'y a pas de pays en *France*, fut ce au haut des *Alpes* ; où il ne soit à meilleur marché que celui qui se condense si laborieusement à cent lieues de l'*Océan* par l'évaporation de nos forêts ; je connois tel fourneau de ce genre, qui dévore par an plus de 60,000 cordes de bois ; de sorte que pour donner de mauvais sel à deux ou trois provinces, pour les empêcher d'en recevoir de bon, on gaspille, on consomme en pure perte ce qui suffiroit à chauffer un tiers de la *France*, ou à payer un quart de sa DETTE (1).

C'est pour ménager à l'*Assemblée nationale* la connoissance, & l'emploi réfléchi de ces innombrables ressources, que je lui propose les deux especes de repos qui résulteront de mon projet ; il assigne deux termes, l'un où la Nation sera d'abord libre de toute inquiétude, comme de tout paiement passif, sans que sa foi, sans que son honneur, sans que ses vrais intérêts en souffrent ; l'autre, où ensuite elle n'aura à fournir qu'une subvention, légère, incapable de la troubler dans ses efforts pour une régénération. Dans cet espace de vingt deux années elle aura un

---

(1) Observons cependant que les bois affectés aux *salines* ne sont pas tous domaniaux : il y a beaucoup de particuliers qui ayant le malheur de se trouver dans la *sphère d'attraction* de ces fournaises, y sont en effet engloutis tout vivans ; réduits à n'être plus que les titulaires de leurs propriétés, & vraiment esclaves de la *chaudière*, ils voient, sans oser même murmurer, dévaster leurs forêts, pour l'alimenter. On les paye à un prix arbitrairement fixé par des *Arrêts du Conseil*.

calme que n'a connu jusqu'à présent aucun peuple, sans exception, aucun de ceux du moins qui ont été exposés aux ravages de la *finance*, qui ont éprouvé les excès de la rapacité dépenfrière & insatiable du despotisme sans frein & sans pudeur.

Et ce qui acheve, s'il m'est permis de le dire, de couronner cette spéculation, ce qui me donne, au moment où je la développe, un vrai mouvement de joie, c'est qu'après ces 22 ans où la Nation elle-même aura sans doute pris des mesures solides pour réparer tous ses anciens malheurs, & pour prévenir une rechute, elle se trouvera, sans presque y songer, à l'abri d'un des plus grands maux politiques qui puissent tourmenter une Nation, de la MENDICITÉ: ce fléau honteux, dévorant, cet opprobre des Administrations qu'il consume, sera irrévocablement détruit en *France*.

Il n'y aura pas dans son enceinte d'individu *invalidé*, pas de *veuve*, pas d'*orphelin* qui n'ait un revenu assuré, capable de le faire vivre. Il y aura peu de *journaliers*, de *soldats* qui ne jouissent d'une véritable aisance, puisque presque tous auront un revenu de 300 liv. au moins, & le plus grand nombre, de 600, de 800 liv., peut-être plus. C'est alors qu'on pourra dire de la *France* que c'est un *BEAU royaume*: jusques-là ce n'en est qu'un très-étonnant.

Je ne suppose pas qu'on ose me dire que le *PEUPLE* alors sera *trop insolent*: on l'auroit peut-être dit insolemment il y a *dix ans*, il y a *trois mois*. Quelques personnes le penseront peut-être encore, mais elles ne le diront pas; pour moi j'observerai que la perspective de cette aisance sera un lien de plus entre la classe aisée qui aura les moyens de la rendre commune, & les classes inférieures qui auront à mériter son choix. Un *domestique*, un *journalier* seront

fans doute plus zélés, plus attentifs, plus soumis pour le maître, pour le propriétaire, de qui ils pourront chaque année recevoir en pur don 50 liv. de rente viagere.

Si à l'échéance, au bout de *quarante*, de *cinquante* ans, ayant pignon sur rue, & 1000 liv. de rente, ils se croient des *bourgeois*, où est le mal? N'auront-ils pas payé leur dette à la société? Leur exemple ne fera-t-il pas un motif toujours vivant d'émulation pour la race naissante? Plus les peres seront heureux, plus les enfans auront tout-à-la-fois d'ardeur & de soumission; aujourd'hui c'est la misere qui les enchaîne en les avilissant: alors ce sera l'espérance qui les dirigera en élevant leurs ames sans les enorgueillir.

Enfin cette régie incorporée, amalgamée à la Constitution, rend amies toutes les classes de l'Etat que la situation actuelle des choses rend ennemies implacables entr'elles. La régénération s'étendra jusqu'au *soldat*; portion de la société si utile, si nécessaire même, mais si redoutable, & si horriblement avilie, jusqu'en Juillet 1789; portion dont l'immobilité même n'est pas indifférente, & qui peut, comme on vient de le voir, décider du sort des couronnes par son inertie, autant que par son activité. L'esprit de cette classe d'hommes vient de recevoir une secousse qui la rendra bien dangereuse si l'on ne se hâte, & d'en diminuer le nombre, & de la captiver par des *bienfaits*, puisqu'elle n'est plus enchaînée par la *discipline*, ou qu'elle ne l'est du moins qu'autant qu'elle le veut bien.

Jamais en France le *soldat* n'avoit été réduit au point d'être un instrument purement passif, de ne s'échauffer comme son fusil, que par une flamme étrangere: jamais dans sa plus humiliante détresse l'idée, & le mot d'honneur n'avoient été des choses indifférentes pour lui.



Depuis trente ans on avoit bien essayé de lui enlever cette sensibilité, de l'endurcir au moral comme au physique : mais les *coups de bâton*, de *plat de sabre*, l'avoient indigné plus que dompté. Il a enfin répondu par un développement nationale à ces punitions *exotiques*. Ce n'est plus en machine qu'il est permis de songer à le mener : ce n'est plus que par *la raison* qu'on pourra lui faire aimer son métier, & le contenir dans les bornes au-delà desquelles ce métier n'est plus qu'un brigandage.

Or un de ses premiers raisonnemens sera sans doute que sa solde ne doit pas rester hors de toute proportion avec celle des dernières classes de la société; que celui qui donne sa vie à la Patrie doit être au moins aussi bien payé que celui qui ne la sert que de ses bras; il y auroit une politique sage à le prévenir sur cet article, à lui offrir ce qu'il a toujours eu le droit, & ce que la révolution lui donne le pouvoir d'exiger.

La ville de *Paris* a déjà donné l'exemple de cette réforme : mais il faut la rendre générale, & ne pas la borner à une justice du moment : il faut que cette augmentation de *solde* embrasse même l'avenir. J'en indique le moyen; moyen d'autant plus efficace, d'autant moins onéreux, que le soldat alors devenu citoyen, & pendant son service, & après sa retraite, pourra dans tous les temps, être employé, sans augmentation de solde, aux *travaux publics*; genre d'occupation à laquelle la scandaleuse économie du régime passé, d'ailleurs si scandaleusement prodigue, n'osoit l'appliquer. Avec la paye qu'on lui donnoit on sentoient bien qu'il n'avoit de force que pour tuer, & on n'en vouloit pas davantage. La politique du temps étoit de ne lui laisser de vie que ce qu'il lui en falloit pour être en état de donner la mort.

Mais ces principes étant détruits, le régime qui les

perpétuoit doit s'évanouir aussi. Il faut que la classe militaire désormais composée d'hommes bien payés, bien nourris, bien vêtus, robustes & *peu nombreux*, redevienne une profession honorable, utile, qui ne puisse dans aucun moment être tenté de se croire étrangère à la patrie.

Voilà mes rêves. Tel est le fond de mon projet : il s'en faut bien qu'il ait ici tout le développement dont il est susceptible : mais il n'y a pas de bon esprit qui ne puisse contribuer à le perfectionner ; loin d'être jaloux des réformes, j'en partagerai la reconnoissance.

Seulement il faut se hâter : il faut au plutôt adopter ou mon plan ou un autre : il faut présenter une base à cet esprit *patriotique*, né de l'effervescence du moment, qui ne demande qu'à s'exhaler, & qui s'évaporerait sans fruit & sans retour, pour peu qu'on tarde à le condenser, à le *fixer*.

Cent offres comme celles dont j'ai parlé en commençant, ont beaucoup d'éclat, mais il n'en résulte rien, parce qu'elles sont isolées : des milliards de gouttes séparées, ne seront jamais que des gouttes sans utilité sensible ; ce n'est qu'en les rassemblant dans un lit commun & régulier, qu'elles composent des rivières capables de porter par-tout la fraîcheur & la fertilité.

Si quelqu'un a quelque chose de mieux à proposer, & sur-tout de plutôt prêt, de plus facile à exécuter, qu'il parle. Mais si personne ne se présente, si ceci a le double avantage d'exiger peu de préliminaires, & d'assurer des effets durables, j'oserai dire à l'*Assemblée nationale*, à la *Nation*,

His utere mecum.

Et pour prouver que si je me trompe, au moins

F

je suis de bonne foi, que je n'ai pas de défiance du remède que j'indique, voici mon offre. J'ai cinquante-trois ans passés : des avantages qui n'auront lieu que dans *vingt ans*, ne peuvent me concerner *personnellement*. Des violences, ou plutôt des vols de toute espèce, *Ministeriels*, *Robinesques*, & autres, m'ont enlevé plusieurs fois plus de fortune qu'il ne m'en reste. Cependant, si l'établissement de la Caisse a lieu, j'y retiens du premier jour 240 actions, je souscris d'avance pour 12000 liv. ; je les fais déposer chez *M. Peregaux*, Banquier à *Paris*.

F I N.





350